



Rapport intérimaire sur les activités menées au titre du Fondsdu Programme ONU-REDD

(RAPPORT DE L'AGENT ADMINISTRATIFDU FONDS
DU PROGRAMME ONU-REDDPOUR LA PÉRIODE
ALLANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 2011)

PROGRAMME ONU-REDD HUITIÈME
RÉUNION DU CONSEIL D'ORIENTATION

25-26 mars 2012

Asunción, Paraguay



Conformément à la décision du Conseil d'orientation, le présent document a été imprimé en nombre limité afin de réduire au minimum l'impact des processus du Programme ONU-REDD sur l'environnement et de contribuer à leur neutralité climatique. Les délégués sont priés d'apporter leurs propres exemplaires à la réunion. La plupart des documents de réunion du Programme ONU-REDD sont disponibles sur Internet à l'adresse: www.unredd.net.

Fonds du Programme ONU-REDD

ORGANISATIONS DES NATIONS UNIES PARTICIPANTES



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

DONATEURS CONTRIBUTEURS



Danemark



Japon



Norvège



Espagne

Abréviations et acronymes

AJCI	Agence japonaise de coopération internationale
ANAFE	Réseau africain pour l'enseignement en matière d'agriculture, d'agroforesterie et de ressources naturelles
ANAM	Autorité panaméenne chargée de l'environnement
ASB-ICRAF	Partenariat pour des alternatives à la culture sur brûlis en marge des forêts tropicales
AusAID	Agence australienne pour le développement international
BAD	Banque africaine de développement
BeRT	Outil sur les avantages et les risques
CBD	Convention sur la diversité biologique
CBFF	Congo Basin Forest Fund
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CfRN	Coalition des pays à forêt ombrophile
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COICA	Organe de coordination des organisations autochtones du bassin de l'Amazonie
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
COONAPIP	Organisme panaméen de coordination des peuples autochtones
CPS	Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
DIAF	Direction de l'inventaire et de l'aménagement forestier
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAPI	Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones
FCPF	Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FIP	Programme d'investissement pour la forêt
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GEO	Groupe sur l'observation de la terre
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GLOBE International	Organisation mondiale des juristes pour un environnement équilibré
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
GOFC-GOLD	Programme d'observation mondiale des dynamiques de couverture forestière et terrestre
IISD	Institut international du développement durable
ILUA	Évaluation intégrée de l'usage des terres
INFONA	Institut forestier national (Paraguay)

INPE	Institut brésilien de recherche spatiale
MRV	Mesure, notification et vérification
NAFORMA	Suivi et évaluation des ressources forestières nationales
NCIP	Commission nationale des peuples autochtones (Philippines)
NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
OIDD	Organisation internationale de droit du développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PNUE-WCMC	Programme des Nations Unies pour l'environnement, Centre mondial de surveillance pour la conservation
Programme ONU-REDD	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
RDC	République démocratique du Congo
R&D	Recherche et développement
REDD+	Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts dans les pays en développement; et rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement
REL	Niveau de référence des émissions
SBSTA	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
STRI	Smithsonian Tropical Research Institute
UNDAP	Plan d'aide au développement des Nations Unies
VNFOREST	Administration vietnamienne chargée des forêts

Définitions

Allocation

Montant approuvé par le Comité directeur concerné en faveur d'un projet/programme donné.

Contribution annoncée

Montant à titre de contribution volontaire par un donateur à un Fonds, dont le versement n'a pas encore été confirmé par la signature d'un arrangement administratif standard avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD, en sa qualité d'agent administratif du Fonds.

Contribution déposée

Dépôt de fonds effectué auprès du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires pour le Fonds.

Contribution engagée

Contribution d'un donateur engagée par la signature d'un arrangement administratif standard signé avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du PNUD, en sa qualité d'agent administratif du Fonds.

Date de signature

Dernière signature sur le document de programme national.

Décaissement

Montant versé à un prestataire ou à une entité en contrepartie de biens reçus, de travail réalisé et/ou de services rendus (les engagements non réglés n'étant pas compris) par les organisations des Nations Unies participantes.

Dépenses

Décaissement et obligations/engagements non réglés des organisations des Nations Unies participantes, afférents aux paiements dus pour l'année considérée.

Document de projet/programme

Plan de travail annuel, approuvé par le Conseil d'orientation, aux fins de l'allocation de fonds.

Engagement des projets

Montant pour lequel ont été signés des contrats juridiquement contraignants, y compris des engagements pluriannuels, pour lesquels un décaissement peut être effectué au cours des années suivantes.

Organisations des Nations Unies participantes

Organisations des Nations Unies ayant signé un protocole d'accord avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires.

Transfert

Fonds transférés par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires à une(des) organisation(s) des Nations Unies participante(s) sur la base d'une allocation approuvée par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD.

Table des matières

Résumé	6
1 Introduction	10
1.1 Stratégie du Programme et pays partenaires du Programme	10
1.2 Structure du Programme	11
1.3 Cycle d'un programme national	13
1.4 Responsabilité et transparence	13
2. État général des finances	14
2.1 Contributions	14
2.2 Programmes approuvés	14
3 Bilan de la mise en œuvre	15
3.1 Programmes nationaux	15
3.1.1 Programme de la Bolivie	15
3.1.2 Programme du Cambodge	16
3.1.3 Programme de la République démocratique du Congo	18
3.1.4 Programme de l'Équateur	23
3.1.5 Programme de l'Indonésie	24
3.1.6 Programme du Panama	27
3.1.7 Programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée	30
3.1.8 Programme du Paraguay	33
3.1.9 Programme des Philippines	35
3.1.10 Programme des îles Salomon	37
3.1.11 Programme de la Tanzanie	38
3.1.12 Programme du Viet Nam	41
3.1.13 Programme de la Zambie	45
3.2 Programme mondial ONU-REDD	48
4. Résultats financiers du Fonds	59
4.1 Contributions des donateurs	60
4.2 Intérêt	60
4.3 Recouvrement des frais	61
5. Résumé des avancées du programme et des difficultés rencontrées	61

Résumé

Introduction

Le Rapport intérimaire sur les activités menées au titre du Fonds du Programme ONU-REDD, programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, a été établi par le secrétariat interinstitutions d'ONU-REDD, en collaboration avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en sa qualité d'agent administratif du Fonds du Programme ONU-REDD («le Fonds»). Ce rapport intérimaire de synthèse couvre la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 et fournit des informations descriptives et financières sur l'évolution de la mise en œuvre des programmes financés par le Programme ONU-REDD, sur les difficultés rencontrées et sur les mesures d'urgence prises. Les chiffres officiels relatifs aux dépenses financières et les informations relatives aux intérêts acquis en 2011 seront transmis d'ici le 31 mai 2012, lors de la publication du rapport de synthèse définitif, conformément au protocole d'accord signé par les organisations des Nations Unies participantes.

Rapports intermédiaires

Le présent rapport fait la synthèse des informations présentées dans chaque rapport descriptif remis par les organisations des Nations Unies participantes. Il ne s'agit ni d'une évaluation du Fonds ni d'une estimation de la performance des organisations des Nations Unies participantes, cela relevant d'une évaluation indépendante du Fonds. Tous les rapports annuels de 2011 se trouvent sur le site Internet d'ONU-REDD¹ et sur le portail (GATEWAY)² du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, qui fournit des données financières en temps réel sur les contributions des donateurs, les budgets et aux transferts aux organisations des Nations Unies participantes, grâce au système de comptabilité du Bureau.

Structure du rapport

Le présent rapport contient quatre parties. La première donne un aperçu général du but poursuivi par le Programme ONU-REDD, de sa structure et de la procédure d'approbation qui y est employée. La deuxième contient des informations sur la situation financière du Fonds dans son ensemble. La troisième met l'accent sur la mise en œuvre des programmes national et mondial et la quatrième contient des informations sur les résultats financiers du Fonds.

Le Programme ONU-REDD

Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a été créé en septembre 2008 pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de réduction des émissions et à participer au futur mécanisme REDD+. Par REDD+, on entend la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement. Le Programme ONU-REDD s'appuie sur l'autorité et la compétence des trois organisations des Nations Unies qui y participent:

¹ Adresse du site Internet du Programme ONU-REDD: www.un-redd.org

² Adresse du portail (GATEWAY) du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires: <http://mdtf.undp.org>

l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

En 2011, l'action du Programme ONU-REDD a été guidée par la Stratégie du Programme ONU-REDD (2011-2015), adoptée par le Conseil d'orientation en novembre 2010, ainsi que par le Document-cadre du Programme ONU-REDD.³ L'accompagnement des processus nationaux de préparation à la REDD+ par le Programme ONU-REDD se fait essentiellement de deux façons: 1) appui direct à la conception et à la mise en œuvre des programmes nationaux; et 2) appui complémentaire aux actions REDD+ au niveau international (mondial et régional).

Au 31 décembre 2011, le Programme ONU-REDD comptait 42 pays partenaires (tableau 1-1), dont 14 ont vu leur demande de financement approuvée par le Conseil d'orientation pour aider leur programme national: la Bolivie, le Cambodge, l'Équateur, les Îles Salomon, l'Indonésie, le Nigéria, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les Philippines, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie. Treize d'entre eux sont entrés dans la phase de démarrage et de mise en œuvre: la Bolivie, le Cambodge, l'Équateur, les Îles Salomon, l'Indonésie, le Nigéria, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les Philippines, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie.

Structure du Programme

Le **Conseil d'orientation** est responsable de l'orientation stratégique et de l'allocation des fonds. Il est constitué de représentants de pays membres (à raison de trois représentants de chaque circonscription régionale: Afrique, Asie-Pacifique et Amérique latine-Caraïbes), des trois principaux contributeurs au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, d'organisations de la société civile et de peuples autochtones, et des trois organisations participant au Programme ONU-REDD (la FAO, le PNUD et le PNUE). Les pays appartenant à chaque circonscription régionale, qui ne sont pas encore membres, peuvent participer en tant qu'observateurs. Les secrétariats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Banque mondiale (qui représente le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier (FCPF)) ont le statut d'observateur permanent. Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires est un membre de droit du Conseil d'orientation.

Les **organisations des Nations Unies participantes**, à savoir la FAO, le PNUD et le PNUE, assument la responsabilité programmatique et financière totale de la mise en œuvre du Programme, selon le savoir-faire et l'avantage comparatif de chacune: la FAO traite des questions techniques liées aux forêts et aux ressources naturelles et soutient notamment le développement du suivi de la REDD+, y compris les systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV); le PNUD apporte son appui à la coordination nationale grâce à sa présence dans presque tous les pays, ainsi que son regard axé sur la gouvernance, les implications socio-économiques de la REDD+ et la participation des peuples autochtones et de la société civile; le PNUE rassemble experts et décideurs dans le programme d'action REDD+, fait mieux connaître les avantages de la REDD+, renforce les capacités en la matière et facilite les conditions du passage à une économie faible en carbone grâce à une transformation du secteur forestier, en procédant à des analyses, en élaborant des scénarios et en évaluant les éventuelles options d'investissements.

Comme l'a reconnu le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, la principale fonction du **Groupe de coordination** est de veiller à une participation active, participative et bien coordonnée des organisations des Nations Unies participantes afin de mettre en œuvre les buts et objectifs du Programme. Il lui incombe

³Document-cadre du Programme ONU-REDD (20 juin 2008).

également de surveiller le secrétariat, selon les orientations et décisions stratégiques du Conseil d'orientation. En outre, le **Groupe des orientations stratégiques** veille à ce que les organisations des Nations Unies participantes s'engagent dans le partenariat du Programme ONU-REDD en apportant des orientations stratégiques et en faisant part de la façon dont le Programme ONU-REDD contribue à l'unité d'action des Nations Unies.

Le **secrétariat du Programme ONU-REDD** se trouve à Genève (Suisse). Il s'agit d'une unité interinstitutions qui réunit les trois organisations des Nations Unies participantes et appuie le Conseil d'orientation, notamment en participant à l'organisation des réunions, en établissant des rapports et en assurant le suivi de la mise en œuvre de ses décisions. C'est un point de contact central pour le Programme, qui est chargé de faire le lien avec les autres initiatives REDD+. Il assume la planification stratégique, ainsi que l'élaboration et l'administration des cadres d'établissement de rapports, de suivi et d'évaluation du Programme. Il fait connaître l'existence du Programme, y participe et fournit des informations essentielles aux partenaires extérieurs. Il facilite aussi la collaboration et la communication interinstitutions afin de garantir une mise en œuvre efficace du Programme.

Le **Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires** sert d'agent administratif du Fonds. Il lui incombe de recevoir, d'administrer et de gérer les contributions des donateurs, de décaisser les fonds aux organisations participantes selon les directives du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, et de compiler les rapports descriptifs et financiers annuels des organisations participantes. Le Bureau accomplit toutes les tâches d'un agent administratif, conformément au Protocole relatif à l'agent administratif pour les fonds d'affectation spéciale multidonateurs, approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM).

Mise en œuvre du Programme

En 2011, le Programme ONU-REDD a continué de progresser dans la mise en œuvre, grâce à ses programmes nationaux et au Programme mondial. En décembre 2011, le Programme ONU-REDD comptait 42 pays partenaires. Les contributions au Programme ont augmenté de 24 millions de dollars E.-U. suite aux dépôts de 21 millions de dollars E.-U. par le Gouvernement norvégien et de trois millions de dollars E.-U. par le Japon, nouveau donateur. Au 31 décembre 2011, le total des dépôts s'élevait à 118 millions de dollars E.-U.

Le Conseil d'orientation a approuvé une allocation de quatre millions de dollars E.-U. pour le programme national de l'Équateur et du Nigéria, respectivement en mars et en octobre 2011. Il a également adopté le document d'*Appui à l'action nationale en faveur de la REDD+ : Programme mondial 2011-2015* et le budget y afférent. Les fonds pour la première année ont été transférés aux organisations des Nations Unies participantes le 1^{er} novembre 2011, suite à l'adoption, par le Conseil d'orientation, du budget pour la première année.

À la fin de la période à l'examen, 14 pays avaient vu leur **programme national** approuvé par le Conseil, dont 13 avaient finalisé et signé les documents de programme, reçu le premier transfert de fonds et lancé la phase de démarrage et d'exécution. Les programmes nationaux déjà en œuvre ont progressé de manière diverse: certains sont parvenus à la fin du cycle de mise en œuvre, par exemple la République démocratique du Congo (RDC), l'Indonésie et le Viet Nam, tandis que d'autres en sont à la phase de démarrage, comme l'Équateur. S'agissant de l'appui du Programme ONU-REDD aux pays par le biais des programmes nationaux, des efforts conséquents ont été déployés pour aider à renforcer les institutions et les capacités, étape nécessaire à la préparation à la REDD+. L'importance de cet appui est patente dans les progrès réalisés par la RDC, l'Indonésie et le Viet Nam: la RDC vise la fin de la phase de préparation aux normes de qualité les plus élevées d'ici décembre 2012; le Viet Nam souhaite achever son cadre de MRV assorti d'importantes activités de renforcement des capacités et mettre à l'essai le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause; et l'Indonésie élabore une stratégie nationale REDD et une recommandation relative à une politique de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

Concernant l'appui du Programme ONU-REDD aux pays par le biais du **Programme mondial**, des progrès ont été effectués pour les sept résultats escomptésdu Programme et quelques avancées remarquables méritent d'être soulignées, notamment en matière d'appui du Programme ONU-REDD aux systèmes de MRV et de suivi. Deux pays, la République démocratique du Congoet la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont lancé leur propre système de suivi, élaborés en collaboration avec l'Institut brésilien de recherche spatiale (INPE). Il s'agit d'un exemple de coopération Sud-Sud réussie. D'autres avancées ont été réaliséesen matière d'élaboration de directives relatives à la participation des différents acteurs et au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, dont une version préliminaire a été soumise à la population. L'élaboration d'outils et d'orientations visant à améliorer les avantages multiples de la REDD+ a également fortement progressé, notamment lesorientations (avec un instrument SIG) relatives à la cartographie des avantages multiples et le projet de principes et critères sociaux et environnementaux, auxquels s'ajoute un outil sur les avantages et les risques (BeRT). Aux niveaux national et régional, le Programme mondial a également renforcé son appui aux pays dans le domaine du partage des avantages, de l'élaboration de programmes relatifs à la lutte contre la corruption et du passage à une économie verte.

Le Programme ONU-REDD continue de renforcer ses **partenariats** et travaille en étroite coopération avec d'autres initiatives REDD+ et institutions, essentiellement le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier (FCPF), le Programme d'investissement pour la forêt (FIP), l'Organisation internationale des bois tropicaux, l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Congo Basin Forest Fund.

Responsabilité et transparence

Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires continue de fournir des informations sur GATEWAY, plateforme de connaissances qui offre des données financières en temps réel, dans un délai maximum de deux heures, sur les contributions des donateurs, les budgets et les transferts vers les organisations des Nations Unies participantes, grâce au système de comptabilité du Bureau. Tous les rapports descriptifs d'ONU-REDD sont publiés sur GATEWAY,⁴ qui offre un accès facile à quelque 7 000 rapports et documents, ainsi qu'à des outils et tableaux présentant les données financières et programmatiques. La simplification de l'accès au nombre croissant de rapports intermédiaires et de documents y relatifs mis en ligne par les utilisateurs sur le terrain facilite le partage des connaissances et la gestion dans les organisations des Nations Unies. GATEWAY vise à fournir, au système des Nations Unies, des services transparents en matière de comptabilité et de gestion des fonds pour en améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficience. Les pairs et partenaires ont reconnu que cette plateforme était un exemple à suivre. En outre, le Programme ONU-REDD dispose d'un site Internet⁵ contenant les informations relatives au Programme actualisées.

⁴Adresse du portail(GATEWAY) du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires: <http://mdtf.undp.org>

⁵Adresse du site Internet du Programme ONU-REDD: www.un-redd.org

1 Introduction

Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a été créé en septembre 2008 pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités en matière de réduction des émissions et à participer au futur mécanisme REDD+. Par REDD+, on entend la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement.⁶

La Norvège est le premier donateur du Programme et a apporté d'importants fonds de démarrage. Le Danemark est devenu le deuxième donateur en 2009 et l'Espagne le troisième en 2010. En 2011, le Japon est devenu le quatrième donateur du Programme.

Le Programme ONU-REDD aide les gouvernements à élaborer les stratégies nationales REDD+, à constituer des systèmes de suivi, à faire participer les acteurs et à évaluer les avantages multiples. Sur la base des enseignements tirés et des commentaires des pays et des partenaires, le Programme a élargi sa base de financement et augmenté le nombre de pays participants. Le Programme est à l'écoute des besoins des pays. Il est prêt à soutenir la transformation du secteur forestier et d'autres secteurs qui ont un impact sur l'utilisation des terres dans les économies des pays en développement afin que ces derniers soient prêts pour la REDD+.

Le Rapport intérimaire sur les avancées réalisées en 2011 couvre la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011. Il a été établi par le secrétariat interinstitutions d'ONU-REDD, en collaboration avec le Bureau des fonds d'affectation spéciale du PNUD, en sa qualité d'agent administratif du Fonds du Programme ONU-REDD. Le rapport fait la synthèse des informations contenues dans les rapports descriptifs relatifs à chaque programme, établis par les organisations des Nations Unies participantes, à savoir la FAO, le PNUD et le PNUE. Il ne s'agit ni d'une évaluation du Fonds ni d'une estimation de la performance des organisations des Nations Unies participantes, cela relevant d'une évaluation indépendante du Fonds. Les chiffres officiels concernant les dépenses et les informations relatives aux intérêts acquis en 2011 seront transmis d'ici le 31 mai 2012, date de publication du rapport de synthèse final, conformément au protocole d'accord signé par les organisations des Nations Unies participantes.

1.1 Stratégie du Programme et pays partenaires du Programme

En 2011, l'action du Programme ONU-REDD a été guidée par la Stratégie du Programme ONU-REDD (2011-2015), adoptée par le Conseil d'orientation en novembre 2010, ainsi que par le Document-cadre du Programme ONU-REDD.⁷ L'accompagnement des processus nationaux de préparation à la REDD+ par le Programme ONU-REDD se fait essentiellement de deux façons: 1) appui direct à la conception et à la mise en œuvre des programmes nationaux; et 2) appui complémentaire aux actions REDD+ au niveau international (mondial et régional).

Au 31 décembre 2011, le Programme ONU-REDD comptait 42 pays partenaires (tableau 1-1), dont 14 ont vu leur demande de financement approuvée par le Conseil d'orientation pour aider leur programme national: la Bolivie, le Cambodge, l'Équateur, les Îles Salomon, l'Indonésie, le Nigéria, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les Philippines, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie. Treize d'entre eux sont entrés dans la phase de démarrage et de mise en œuvre: la Bolivie, le Cambodge, l'Équateur,

⁶Décisions de la CCNUCC 1/CP.13; 2/CP.13 et 4/CP.15.

⁷Document-cadre du Programme ONU-REDD (20 juin 2008).

les Îles Salomon, l'Indonésie, le Nigéria, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les Philippines, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie.

Tableau1–1: Liste des pays partenaires du Programme ONU-REDD, 31 décembre 2011 (total: 42pays)

Afrique (15)	Asie-Pacifique (13)	Amérique latine et Caraïbes (14)
Bénin	Bangladesh	Argentine
Cameroun	Bhoutan	Bolivie*
Côte d'Ivoire	Cambodge*	Chili
Éthiopie	Îles Salomon*	Colombie
Gabon	Indonésie*	Costa Rica
Ghana	Mongolie	Équateur*
Kenya	Myanmar	Guatemala
Nigéria*	Népal	Guyana
République centrafricaine	Pakistan	Honduras
République du Congo	Papouasie-Nouvelle-Guinée*	Mexique
République démocratique du Congo*	Philippines*	Panama*
Sud-Soudan	Sri Lanka	Paraguay*
Soudan	Viet Nam*	Pérou
Tanzanie*		Suriname
Zambie*		

*Pays dont le programme national bénéficie d'un appui.

1.2 Structure du Programme

Le **Conseil d'orientation** est responsable de l'orientation stratégique et de l'allocation des fonds. Il est constitué de représentants de pays membres (à raison de trois représentants de chaque circonscription régionale: Afrique, Asie-Pacifique et Amérique latine-Caraïbes), des trois principaux contributeurs au Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires, d'organisations de la société civile et de peuples autochtones, et des trois organisations participant au Programme ONU-REDD (la FAO, le PNUD et le PNUE). Les pays appartenant à chaque circonscription régionale, qui ne sont pas encore membres, peuvent participer en tant qu'observateurs. Les secrétariats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Banque mondiale (qui représente le Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier (FCPF)) ont le statut d'observateur permanent. Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires est un membre de droit du Conseil d'orientation.

Les **organisations des Nations Unies participantes**, à savoir la FAO, le PNUD et le PNUE, assument la responsabilité programmatique et financière totale de la mise en œuvre du Programme, selon le savoir-faire et l'avantage comparatif de chacune: la FAO traite des questions techniques liées aux forêts et aux ressources naturelles et soutient notamment le développement du suivi de la REDD+, y compris les systèmes de mesure, de notification et de vérification (MRV); le PNUD apporte son appui à la coordination nationale grâce à sa présence dans presque tous les pays, ainsi que son regard axé sur la gouvernance, les implications socio-économiques de la REDD+ et la participation des peuples autochtones et de la société civile; le PNUE rassemble experts et décideurs dans le programme d'action REDD+, fait mieux connaître les avantages de la REDD+, renforce les capacités en la matière et facilite les conditions du passage à une économie faible en carbone grâce à une

transformation du secteur forestier, en procédant à des analyses, en élaborant des scénarios et en évaluant les éventuelles options d'investissements.

Comme l'a reconnu le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, la principale fonction du **Groupe de coordination** est de veiller à une participation active, participative et bien coordonnée des organisations des Nations Unies participantes afin de mettre en œuvre les buts et objectifs du Programme. Il lui incombe également de surveiller le secrétariat, selon les orientations et décisions stratégiques du Conseil d'orientation. En outre, le **Groupe des orientations stratégiques** veille à ce que les organisations des Nations Unies participantes s'engagent dans le partenariat du Programme ONU-REDD en apportant des orientations stratégiques et en faisant part de la façon dont le Programme ONU-REDD contribue à l'unité d'action des Nations Unies.

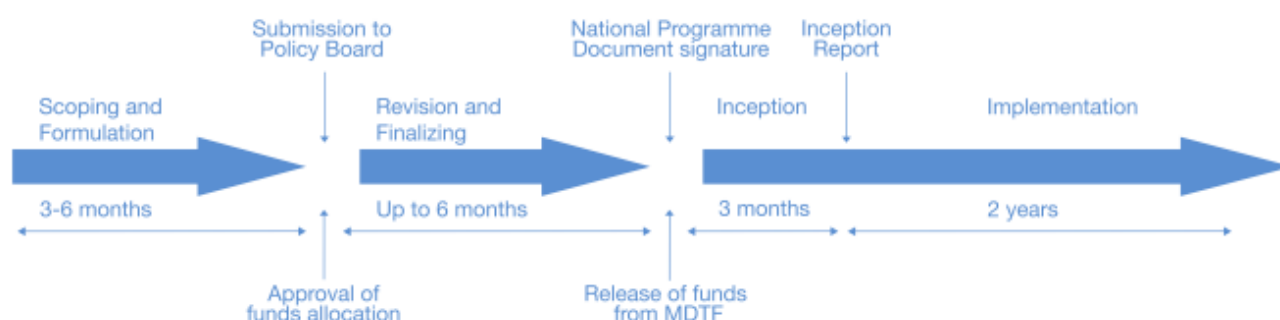
Le **secrétariat du Programme ONU-REDD** se trouve à Genève (Suisse). Il s'agit d'une unité interinstitutions qui réunit les trois organisations des Nations Unies participantes et appuie le Conseil d'orientation, notamment en participant à l'organisation des réunions, en établissant des rapports et en assurant le suivi de la mise en œuvre de ses décisions. C'est un point de contact central pour le Programme, qui est chargé de faire le lien avec les autres initiatives REDD+. Il assume la planification stratégique, ainsi que l'élaboration et l'administration des cadres d'établissement de rapports, de suivi et d'évaluation du Programme. Il fait connaître l'existence du Programme, y participe et fournit des informations essentielles aux partenaires extérieurs. Il facilite aussi la collaboration et la communication interinstitutions afin de garantir une mise en œuvre efficace du Programme.

Le **Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires** sert d'agent administratif du Fonds. Il lui incombe de recevoir, d'administrer et de gérer les contributions des donateurs, de décaisser les fonds aux organisations participantes selon les directives du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, et de compiler les rapports descriptifs et financiers annuels des organisations participantes. Le Bureau accomplit toutes les tâches d'un agent administratif, conformément au Protocole relatif à l'agent administratif pour les fonds d'affectation spéciale multidonateurs, approuvé par le GNUD.

1.3 Cycle d'un programme national

Lorsqu'un pays a été invité à soumettre un programme national fondé sur les critères de sélection approuvés par le Conseil d'orientation, le cycle du programme national démarre. Il contient trois étapes chronologiques: i) définition de la portée du programme national et rédaction du document de programme; ii) révision et finalisation du document de programme au vu des observations du Conseil d'orientation; et iii) processus de démarrage, lancé après la signature du document de programme incluant les observations du Conseil d'orientation et le décaissement des fonds par le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires. Ce dernier décaisse les fonds trois à cinq jours ouvrés après réception du document de programme signé et du formulaire de transfert de fonds, signé par le secrétariat d'ONU-REDD. La mise en œuvre du programme commence après la réunion de lancement du programme national.

Diagramme 1: cycle d'un programme national⁸



Définition de la portée et rédaction

3 à 6 mois

Soumission au Conseil d'orientation

Approbation de l'allocation de fonds

Révision et finalisation

6 mois maximum

Signature du document de programme national

Décaissement des fonds par le Bureau

Lancement

3 mois

Rapport de lancement

Mise en œuvre

2 ans

1.4 Responsabilité et transparence

⁸La frise chronologique du cycle est actuellement en cours de révision et sera ajustée selon les enseignements tirés de la mise en œuvre du programme.

Le Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires continue de fournir des informations sur GATEWAY, plateforme de connaissances qui offre des données financières en temps réel, dans un délai maximum de deux heures, sur les contributions des donateurs, les budgets et les transferts vers les organisations des Nations Unies participantes, grâce au système de comptabilité du Bureau. Tous les rapports descriptifs d'ONU-REDD sont publiés sur GATEWAY,⁹ qui offre un accès facile à quelque 7 000 rapports et documents, ainsi qu'à des outils et tableaux présentant les données financières et programmatiques. La simplification de l'accès au nombre croissant de rapports intermédiaires et de documents y relatifs mis en ligne par les utilisateurs sur le terrain facilite le partage des connaissances et la gestion dans les organisations des Nations Unies. GATEWAY vise à fournir, au système des Nations Unies, des services transparents en matière de comptabilité et de gestion des fonds, pour en améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficience. Les pairs et partenaires ont reconnu que cette plateforme était un exemple à suivre. En outre, le Programme ONU-REDD dispose d'un site Internet contenant les informations relatives au Programme actualisées.¹⁰

2. État général des finances

2.1 Contributions

En 2011, les contributions au Programme ONU-REDD ont augmenté de 24 millions de dollars E.-U. Parmi les donateurs figurent le Gouvernement norvégien, qui a déposé 21 millions de dollars E.-U., et un nouveau donateur, le Japon, qui a déposé trois millions de dollars E.-U. Au 31 décembre 2011, le total des dépôts s'élevait à 118 millions de dollars E.-U.

Le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation de 32 millions de dollars E.-U. à deux programmes nationaux et à l'*Appui à l'action nationale en faveur de la REDD+ : Programme mondial 2011-2015*, élevant ainsi le montant total alloué à 108 millions de dollars E.-U.

2.2 Programmes approuvés

Le Conseil d'orientation s'est réuni deux fois en 2011. À sa sixième réunion à Da Lat (Viet Nam), il a approuvé une allocation de quatre millions de dollars E.-U. au programme équatorien et, à sa septième réunion, à Berlin (Allemagne), une allocation de quatre millions de dollars E.-U. au programme nigérian, ainsi qu'une allocation de 24 millions de dollars E.-U. à l'*Appui à l'action nationale en faveur de la REDD+ : Programme mondial 2011-2015*. Au 31 décembre 2011, le total des allocations s'élevait à 108 millions de dollars E.-U., dont 90,8 millions ont été transférés à des programmes pour lesquels toute la partie administrative était terminée. La quatrième partie du présent rapport fournit des informations supplémentaires sur l'état financier.

Le programme de l'Équateur a été approuvé par le Conseil d'orientation en mars 2011 et a reçu les fonds à la fin de la période à l'examen. Les avancées réalisées dans le cadre de ce programme figurent dans la troisième partie du présent document qui décrit les programmes nationaux dont la mise en œuvre a démarré. La demande d'allocation du Nigéria a été approuvée en octobre 2011 par le Conseil d'orientation mais aucun fonds n'a encore été décaissé. Veuillez trouver ci-après une description de ce programme.

Programme du Nigéria

L'objectif de ce programme national est de permettre au Nigéria de contribuer à l'atténuation des changements climatiques grâce à une meilleure conservation des forêts et au renforcement des moyens d'existence durables

⁹Adresse du portail(GATEWAY) du Bureau des fonds d'affectation spéciale pluripartenaires: <http://mdtf.undp.org>

¹⁰Adresse du site Internet du Programme ONU-REDD: www.un-redd.org

des communautés. L'objectif est d'établir le mécanisme REDD+ au Nigéria en faisant de l'État de Cross River un modèle. Le programme est structuré autour de quatre résultats, deux au niveau fédéral et deux au niveau de l'État de Cross River, comme suit:

- Amélioration des capacités institutionnelles et techniques au niveau national;
- Établissement du cadre d'élargissement de la REDD+ dans tout le pays;
- Renforcement des capacités institutionnelles et techniques en matière de REDD+ dans l'État de Cross River;
- État de préparation à la REDD+ patent dans l'État de Cross River.

3 Bilan de la mise en œuvre

3.1 Programmes nationaux

Au 31 décembre 2011, 13 pays avaient reçu des fonds et engagé la phase de démarrage et d'exécution de leur programme national, à savoir la Bolivie, le Cambodge, l'Équateur, les Îles Salomon, l'Indonésie, le Panama, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, les Philippines, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie.

3.1.1 Programmede la Bolivie

En mars 2010, le Conseil d'orientation a approuvé une allocation de 4 708 000 dollars des E.-U. à la Bolivie pour la totalité de son programme national. Le 3 décembre 2010, 1 216 055 dollars des E.-U. a été transféré. La durée du programme est de 36 mois. Au 31 décembre 2011, le total desdépensementss'élevait à 54 911 dollars des E.-U. (tableau 3-1).

Tableau3–1: Programmede la Bolivie (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	1 819 000	515 205	18 503
PNUD	2 889 000	700 850	36 408
PNUE (USD 797 000 administré par le PNUD)	*	*	*
TOTAL	4 708 000	1 216 055	54 911

* Conformément à la présentation du Conseil d'orientation, l'attribution du PNUE des USD 797 000 a été distribué au PNUD. Attribution du PNUE est administrativement géré par le Bureau de pays du PNUD en Bolivie. PNUE, en accord avec le gouvernement, conçoit les activités financées par le FASM et conserve la supervision technique. PNUD met en œuvre ces activités pour le compte du PNUE.

L'objectif du programme est d'aider la Bolivie à se préparer à la REDD+ au niveau national. Les trois réalisations majeures escomptées sont: 1) le renforcement des capacités des institutions gouvernementalesdu pays en matière d'exécution des activités de la REDD+, ainsi que de suivi et d'évaluation des stocks de carbone dans les forêts; 2) le renforcement des capacités de la société civile en matière d'exécutiondes activités de la REDD+; et 3) les enseignements tirés de l'expérience liée à la REDD+ au niveau local, avec la participation des organes

territoriaux et de la société civile. Peu de réalisations ayant été atteintes en 2011, aucun cadre de suivi résumé n'a été inclus au rapport de synthèse. Le cadre de suivi complet, comprenant indicateurs et cibles, se trouve à l'annexe 1.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 1):

Les activités du programme devaient débuter au premier trimestre 2011. Toutefois, le processus d'inscription des fonds du programme au budget national a fortement retardé le démarrage du projet.

En août/septembre 2011, le personnel du programme a été recruté. L'atelier de démarrage a été reporté à septembre, mais la date a été repoussée du fait de troubles sociaux nationaux (conflit concernant le territoire autochtone et parc national Isiboro Sécure).

Un autre obstacle important à l'exécution des activités du programme en 2011 a été la position officielle de la Bolivie sur la REDD+ dans les négociations internationales relatives aux changements climatiques menées dans le cadre de la CCNUCC, et la demande du Ministère des affaires étrangères, chargé de mener ces négociations, d'aligner le document de programme sur la position officielle. Cela gèle les activités du programme depuis septembre et a poussé le point de contact bolivien à demander, à la septième réunion du Conseil d'orientation, à reformuler le document. Le secrétariat d'ONU-REDD a donc demandé à la Bolivie de lui transmettre un document indiquant clairement les changements apportés, y compris les incidences budgétaires, avant le 31 décembre 2011. Le secrétariat a recommandé de suspendre les activités du programme jusqu'à évaluation de cette nouvelle proposition et communication d'orientations relatives aux prochaines étapes à suivre. Les organisations des Nations Unies participantes ont, à plusieurs reprises, insisté sur le fait qu'il fallait suspendre les activités et ne pas en engager de nouvelles avant la fin de la reformulation du document de programme. Le 30 décembre, Mme Cynthia Silva, Vice-ministre de l'environnement, a indiqué, par courrier, au secrétariat du Programme ONU-REDD, que la Bolivie, au vu des avancées réalisées à Durban lors des négociations relatives à la REDD+, souhaitait conserver le programme national tel qu'approuvé par le Conseil d'orientation d'ONU-REDD.

Le retard qu'a pris l'exécution du programme et le fait que les activités sont en suspens suite à la demande de reformulation expliquent pourquoi les progrès escomptés quant aux résultats et réalisations pour 2011 n'ont pas été obtenus. Au dernier trimestre 2011, au cours duquel une unité de gestion du projet ONU-REDD a fonctionné, le personnel du projet a essentiellement travaillé à l'élaboration de la reformulation du document de programme. Les changements de personnel et les facteurs susmentionnés n'ont pas permis à l'équipe de travailler efficacement et d'avancer sur la voie de l'exécution du programme. De nombreuses réunions avec de hauts responsables du Ministère des affaires étrangères et du Vice-ministère de l'environnement se sont tenues après la septième réunion du Conseil d'orientation d'ONU-REDD pour déterminer la marche à suivre.

Les organisations des Nations Unies participantes, sous la houlette du coordonnateur résident en Bolivie, continueront de soutenir le processus d'exécution du document de programme et s'efforceront d'en garantir la viabilité tout au long de la mise en œuvre.

3.1.2 Programme du Cambodge

En mars 2011, le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation de 3 001 350 dollars E.-U. au Cambodge pour la totalité de son programme. Le 10 août 2011, la totalité de la somme a été transférée. Le programme s'étend sur 24 mois. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 158 491 dollars E.-U. (tableau 3-2).

Tableau3–2: Programme du Cambodge (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	1 300 050	1 300 050	0
PNUD	1 551 500	1 551 500	158 491
PNUE	149 800	149 800	0
TOTAL	3 001 350	3 001 350	158 491

Outre le financement du programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été apporté par la FAO (30 000 dollars E.-U.) et le PNUD (900 000 dollars E.-U.).

L'objectif du programme du Cambodge est d'aider le pays à se préparer à l'exécution de la REDD+, notamment en instaurant les institutions et politiques nécessaires et en renforçant les capacités en la matière. Pour ce faire, quatre objectifs sont fixés: 1) la gestion nationale efficace du processus de préparation à la REDD+ et la participation des acteurs selon les principes de la feuille de route; 2) l'élaboration d'une stratégie nationale REDD+ et d'un cadre d'exécution; 3) le renforcement des capacités en matière d'administration de la REDD+ au niveau infranational; et 4) l'élaboration d'un système de suivi et les capacités de mise en œuvre.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 2):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ¹¹ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Gestion nationale efficace du processus de préparation à la REDD+ et participation des acteurs selon les principes de la feuille de route	<ul style="list-style-type: none"> Le 17 novembre 2011, s'est tenu un atelier de lancement du programme, qui a permis aux parties prenantes d'obtenir des informations sur le programme, d'échanger et d'exprimer leur opinion sur la forme que leur participation pouvait prendre. L'unité de gestion du projet commence à prendre forme et plusieurs membres importants du personnel ont déjà été recrutés. Le Conseil exécutif du programme commence aussi à prendre forme avec l'aide du Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche et du Ministère de l'environnement. Le gouvernement cambodgien, le PNUD et la FAO ont tenu sept réunions informelles pour parler de l'instauration du programme national. Deux réunions de consultation avec les organisations de la société civile se sont tenues. Ces dernières ont accepté de siéger au Comité consultatif et dit que, d'ici mars 2012, elles désigneraient leur représentant au Comité.
Réalisation 2: Élaboration d'une stratégie nationale REDD+ et d'un cadre d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> Aucune avancée signalée en 2011.
Réalisation 3: Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> Les lignes directrices nationales pilotes en matière de REDD+ ont été élaborées. Deux projets expérimentaux ont soumis des propositions et reçu les fonds nécessaires pour leur pleine

¹¹Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

en matière d'administration de la REDD+ au niveau infranational	exécution.
Réalisation 4: Élaboration d'un système de suivi et capacités de mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • L'équipe technique MRV/REL (niveau de référence des émissions) est en train d'être constituée et commencera à se réunir régulièrement dès que les points de contact des institutions gouvernementales devant participer au groupe auront été nommés • Une formation MRV/REL a été organisée. • Élaboration d'une base de données et d'un mode d'entrée de données types pour l'inventaire national des forêts afin d'établir les facteurs d'émission et d'absorption pour les activités liées à la REDD+.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe2):

La mise en œuvre du programme ONU-REDD au Cambodge est complexe du fait de la participation à égalité de deux ministères (et de trois agences au sein de ces ministères). Pour cela, les négociations relatives aux arrangements concernant la mise en œuvre ont été longues et le programme en est toujours au stade du démarrage. Des mesures importantes ont été prises et le Gouvernement a beaucoup participé à l'instauration des organes de gestion et de gouvernance. L'atelier de démarrage a été une vitrine importante pour le lancement du programme et sa publicité. Ces mesures soulignent l'engagement du Gouvernement et des autres parties prenantes au processus.

L'instauration de l'équipe spéciale et de son secrétariat, ainsi que du Conseil exécutif du projet, en étroite consultation avec toutes les institutions gouvernementales concernées, prend du temps. Ce processus vise à soutenir l'appropriation du programme par les institutions gouvernementales sur le long terme et à faciliter toute prise de décisions sur les questions transversales clés. Des travaux considérables ont été réalisés pour rencontrer ces acteurs et les faire participer à cette phase d'élaboration et de démarrage, ainsi que pour veiller à ce qu'ils comprennent clairement le processus d'élaboration du programme. Le renforcement des capacités des structures de gestion et de gouvernance pour administrer le programme et apporter une contribution technique demeurera l'objectif du début de l'année 2012. Les premiers plans de renforcement des capacités en matière de gestion financière et d'achat seront essentiels pour que les opérations se déroulent correctement. Il faudra organiser une formation plus spécifique à la REDD+ pour faire comprendre les objectifs plus larges du programme, en particulier auprès des hauts fonctionnaires.

Les difficultés repérées ne constituent pas un obstacle majeur à la réussite du programme mais montrent qu'il faut avancer de manière plus mesurée que lorsque l'on travaille avec un partenaire d'exécution et plusieurs institutions d'appui. La présence de deux partenaires d'exécution exige un niveau de consultation et de discussions supérieur pour les décisions importantes, ainsi que des procédures d'exécution adaptées. Les deux partenaires d'exécution au Cambodge ont des capacités distinctes, dans des domaines bien précis, ainsi que des programmes de formation différents. Un appui adapté original est nécessaire. Toutefois, les deux partenaires d'exécution sont indispensables à la mise en place efficace d'une démarche REDD+ car ils sont chargés des différents domaines du parc forestier national.

3.1.3 Programme de la République démocratique du Congo

En juin 2009, la République démocratique du Congo a reçu 1 883 200 dollars E.-U. pour son premier programme national. En mars 2010, le Conseil d'orientation a approuvé une allocation supplémentaire de 5 500 000 dollars E.-U. pour un programme national complet. Les fonds ont été transférés en novembre 2010. La

durée du programme pour cette allocation supplémentaire est de 30 mois. Au 31 décembre 2011, le total du budget et du montant transféré s'élevait à 7 383 200 dollars E.-U. Le total des décaissements effectués depuis le démarrage s'élevait, au 31 décembre 2011, à 3 874 335 dollars E.-U. (tableau 3-3).

Tableau3–3: Programme de la République démocratique du Congo (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	2 926 450	2 926 450	809 348
PNUD	3 110 690	3 110 690	2 437 273
PNUE	1 346 060	1 346 060	627 714
TOTAL	7 383 200	7 383 200	3 874 335

Outre le financement du programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été fourni par: FIP/Banque mondiale (60 000 000 dollars E.-U.), CBFF/BAD (27 000 000 dollars E.-U.), FCPF/Banque mondiale (3 600 000 dollars E.-U.) et WWF/CI/Forest Trends (150 000 dollars E.-U.).

En République démocratique du Congo (RDC), le programme initial visait à mettre en place les conditions nécessaires à une stratégie REDD. Il a atteint les objectifs suivants: 1) élaborer un plan de préparation grâce à une démarche participative réunissant plusieurs acteurs; 2) informer et former les parties prenantes pour qu'elles participent activement au processus REDD; et 3) jeter les bases techniques de la REDD. Les objectifs du programme national complet, approuvé en mars 2010, sont: 1) d'élaborer, de manière participative, une stratégie nationale REDD+ prête à l'emploi, à l'horizon 2030; 2) de concevoir un cadre institutionnel à la mise en œuvre de la REDD+ pour 2013, à titre provisoire; et 3) de constituer un système complet et opérationnel de MRV pour la REDD+.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 3):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ¹² de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Une stratégie nationale REDD+ prête à l'emploi est élaborée de manière participative à l'horizon 2030.	<ul style="list-style-type: none"> • L'appui fourni à la RDC pour garantir un financement complet du plan de préparation nationale a été réévalué à 28,5 millions de dollars E.-U. Plusieurs autres sources de financement conjoint ont été trouvées à ce jour, en dehors du Programme ONU-REDD, pour un montant d'environ quatre millions de dollars E.-U. D'autres sources de financement font actuellement l'objet de négociations, en particulier pour un plan supplémentaire de neuf millions de dollars E.-U., établi en 2011. • L'activité de la Commission nationale et du Comité interministériel s'accélère progressivement, avec la tenue de dix réunions statutaires en 2011, d'un séminaire de formation d'une semaine en mai 2011 et de plusieurs réunions d'information. • Plusieurs instruments d'information, d'éducation et de communication ont été établis et sont utilisés dans des campagnes de sensibilisation de la population, y compris des spots télévisuels et

¹²Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

	<p>radiophoniques, ainsi que des articles de presse.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'université REDD a été un grand succès: en 2011, elle a formé 800 personnes pendant dix jours, dont les connaissances ont été évaluées au terme de la formation. • Des sessions de formation et d'information de dix jours ont été organisées, en 2011, pour la Commission nationale et le Comité interministériel. • Des ateliers réunissant les parties prenantes se tiennent régulièrement à Kinshasa et dans les provinces. À titre d'exemple, la semaine de formation au Nord-Kivu de septembre 2011. • Trois soumissions ont été faites par la RDC et les autres pays du bassin du Congo au titre de la CCNUCC. La RDC a activement participé à la dix-septième Conférence des parties à la CCNUCC, à Durban (Afrique du Sud), et tenu deux événements nationaux parallèles les 12 novembre et 5 décembre 2011. • L'expérience et les enseignements tirés de la lutte contre le déboisement ont fait l'objet d'un examen et plusieurs études sur les causes du déboisement ont été finalisées. D'importantes consultations se sont tenues et le rapport national de consensus, établi par la FAO, a été validé lors d'un atelier, le 16 novembre 2011. • Les possibilités stratégiques en matière de REDD+ ont été définies par une étude préliminaire (novembre 2009). L'atelier de novembre 2010 (160 participants) a défini 30 options sectorielles et transversales. Trente groupes de coordination thématique ont été créés en janvier 2011, auxquels ont participé 400 personnes représentant tous les acteurs, y compris 17 ministères, afin d'élaborer des propositions permettant d'apporter des ripostes stratégiques aux problèmes sectoriels et transversaux repérés. Les groupes de coordination se sont réunis plus de 300 fois en 2011. Un groupe d'experts de haut niveau les aide à analyser les options stratégiques et à élaborer des programmes d'investissement. • Les efforts actuels dépassent les attentes. Ils visent à rendre à la REDD opérationnelle et à lancer la phase d'investissement le plus rapidement possible, notamment grâce à l'élaboration et au lancement, sur le terrain, de sept projets pilotes intégrés (27 millions de dollars E.-U. financés par le CBFF); la préparation de programmes en amont; et l'élaboration de la stratégie du FIP (la RDC a été choisie par le FIP et le plan d'investissement a été validé en juin 2011). De plus, un dialogue de haut niveau a été engagé en 2011 pour mobiliser les responsables politiques du pays et leurs partenaires financiers afin qu'ils lancent la phase d'investissements REDD+. Le Forum de haut niveau sur les forêts et les changements climatiques pour un développement durable, à Kinshasa, en octobre 2011, a été le théâtre d'une participation sans précédent de ministres congolais et de partenaires internationaux (le Directeur exécutif du PNUE, A. Steiner, a prononcé l'allocution d'envoi) qui estimaient que le pays pouvait se servir des réformes et investissements liés à la REDD+ pour orienter la trajectoire de son développement vers une croissance économique plus équitable et plus verte. • Un travail de nature plus politique, sur l'harmonisation et la définition d'une vision du développement sur le long terme, a été lancé en 2011 pour inclure le processus de la REDD+ en RDC dans le programme ambitieux de réformes et d'investissements en faveur du développement vert, ainsi que pour accroître la visibilité auprès des décideurs afin d'obtenir l'appui nécessaire à la phase d'investissement qui va suivre. En partenariat avec le Ministère de la planification et les groupes de coordination thématique, un atelier, réunissant 90 participants, s'est tenu les 17 et 18 novembre 2011, pour définir quatre scénarios de développement pour le pays et jeter les bases de la modélisation qui sera menée en 2012.
Réalisation 2:	<ul style="list-style-type: none"> • Une étude dressera le bilan des diverses activités en cours dans les domaines y afférents: un

<p>Un cadre institutionnel à la mise en œuvre de la REDD+ est prêt en 2013, à titre provisoire.</p>	<p>atelier national a permis de débattre du partage des avantages de la REDD+ en janvier 2011, et une réunion d'experts nationaux et internationaux a permis de libeller les options en juillet 2011. Une mission engagée en novembre 2011 finalise actuellement le «document d'option» qui fera partie du cadre de mise en œuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un processus d'accréditation de projets REDD+ a été établi avec les services juridiques du Ministère de l'environnement, de la conservation de la nature et du tourisme, et validé par la Commission nationale REDD+ en juin 2011. L'arrêté ministériel et son règlement ont été rédigés en novembre 2011 et attendent la signature du Ministre. Il porte création d'un registre qui permettra de suivre toutes les phases de chaque projet, en toute transparence, et de regrouper les données relatives aux projets et initiatives REDD+ en RDC, y compris les données relatives au respect des normes, au suivi et à l'impact sur les avantages connexes. • Deux études exemplaires sur l'économie politique, la bonne gouvernance et la prévention de la corruption dans les programmes REDD+, menées en 2011, contiennent des informations utiles aux travaux dans ces domaines, par exemple le cadre de mise en œuvre, les normes, le processus d'accréditation et le registre. • En octobre 2010, un atelier a permis de définir les principales caractéristiques d'un futur fonds national REDD+. Le mandat d'une mission préparatoire sur les «objectifs» de ce fonds a été publié. Le Ministre a demandé au PNUD d'établir un fonds transitoire pluridonateurs, en décembre 2011, après la première proposition de mandat, en juin 2011, toujours à l'examen. • La constitution d'un groupement pour l'évaluation environnementale et sociale stratégique s'est achevée en décembre 2011. Cette évaluation, menée par des organisations de la société civile, s'appuiera sur les premiers travaux participatifs consacrés aux normes nationales. Une mission de huit mois a entraîné l'instauration de normes nationales V2, après entretien avec la société civile, consultations intensives dans six provinces, mission initiale de test des normes V1 (juin-juillet 2011), atelier réunissant experts nationaux et internationaux (juillet 2011), mission d'étude au Brésil et en Équateur, et atelier d'information (21 novembre 2011).
<p>Réalisation 3: Un système complet de MRV pour la REDD+ est constitué et opérationnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un projet de mise en œuvre de la deuxième phase du système de MRV du carbone a été élaboré et est actuellement exécuté. La RDC est devenue le premier pays à exécuter la deuxième phase en décembre 2011, lorsqu'elle a dévoilé son système de suivi des forêts du pays à la dix-septième Conférence des parties, à Durban (Afrique du Sud). • L'expérimentation du système de suivi des terres par satellite et de l'inventaire national des forêts est en cours. Le matériel a été fourni à la Direction de l'inventaire et de l'aménagement forestier (DIAF). Plusieurs séminaires de formation de hauts responsables des secteurs public et privé se sont déroulés et cinq techniciens de la DIAF ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation et le développement de la plate-forme TerraCongo, au Brésil et à Rome, en 2011. Un plan préparatoire et une première ébauche de la méthodologie en matière d'inventaire national des forêts, en coordination avec tous les partenaires, sont actuellement regroupés suite à une réunion des partenaires, en avril 2011. • La rédaction de deux documents-cadre est presque achevée: i) document de synthèse sur les systèmes de suivi et de MRV dans l'exécution des mécanismes REDD+; et ii) feuille de route sur les activités et les risques pour les éléments de MRV. • Les données enregistrées en 1990, 2000, 2005 et 2010 ont été publiées et permettent d'avancer sur plusieurs points, même si elles ne sont pas «conformes». • Le système de MRV sur les risques et les avantages multiples est lié aux travaux menés sur le cadre d'exécution. Un expert socio-environnemental a été recruté pour travailler avec la Coordination nationale pour la REDD (CN-REDD). Des données sont actuellement collectées grâce à des enquêtes auprès des ménages, des mises à l'épreuve de normes, une collaboration avec les

	projets pilotes intégrés à la REDD, le registre et la cartographie préliminaire des avantages multiples. L'Institut national de la statistique et le Groupe congolais d'études environnementales participent à ces travaux. La loi-cadre sur l'environnement est entrée en vigueur en juillet 2011 et porte création de l'Agence nationale de l'environnement, chargée de regrouper les données et de mettre entièrement en œuvre le système de MRV en 2012.
--	--

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe3):

Le programme a été mis en œuvre de manière continue en 2011 et le processus national REDD+ s'approche de la réalisation des objectifs du programme. Le processus exige réactions rapides, souplesse et gestion adaptée pour immédiatement saisir les possibilités et relever les défis. Certains volets du programme sont assez avancés et ont fortement progressé en 2011. En particulier, les fondations de la stratégie REDD+ sont bien ancrées; le travail sur les normes et les garanties sociales et environnementales est satisfaisant; le cadre d'exécution est en cours d'élaboration; et le premier système de surveillance des terres par satellite est en place. D'autres volets sont légèrement en retard, en particulier en ce qui concerne l'information et le renforcement des capacités aux niveaux provincial et local. Cependant, des ajustements organisationnels et financiers ont été pris pour faire avancer les choses en la matière en 2012. D'un point de vue global, le pays est bien engagé sur la voie de la réalisation de la phase de préparation d'ici le 31 décembre 2012, avec des objectifs de qualité ambitieux.

La viabilité du programme dépend essentiellement de la constance de l'engagement politique, de l'appropriation nationale et du renforcement des capacités en matière d'exécution, ainsi que de l'appui financier des partenaires internationaux. Fin 2011, le programme était clairement viable au niveau politique et au vu de l'engagement du pays, du profond dialogue et de la recherche du consensus avec les partenaires nationaux. Les travaux en cours ont fortement progressé et encouragé des institutions à se joindre progressivement au projet et à investir. Toutefois, le processus doit faire face aux incertitudes liées à la gestion de trois facteurs essentiels à sa réussite: i) l'appui du Président de la République et des principaux ministres, ainsi que de la Commission nationale et du Comité interministériel, qui contribuerait à renforcer l'engagement politique, demeure faible; ii) les efforts déployés pour renforcer les capacités ont augmenté et de nouveaux besoins sont apparus; et iii) les signaux envoyés par les partenaires internationaux ne sont pas aussi forts ni aussi déterminés que souhaité. Ils ne suffisent donc pas à garantir les prochaines étapes du processus REDD+ en RDC car ils doivent se traduire par des engagements complets.

La RDC est confrontée à plusieurs risques internes et externes, notamment: i) l'insuffisance de la capacité d'absorption ainsi que des capacités administratives, de supervision et de coordination des activités exécutées, ce qui peut ralentir leur mise en œuvre et accentuer le risque d'obtention de résultats médiocres; ii) le désaccord entre le Gouvernement et les institutions du programme sur la question de l'exécution directe, lié à une faible gouvernance générale dans le pays, aux risques de corruption et à une mauvaise gestion des fonds, ce qui peut réduire l'efficacité du financement, faire naître des obstacles à la mise en œuvre ou même anéantir la confiance des donateurs; et iii) le risque de troubles après les élections, ralentissant les activités ou nuisant même aux résultats déjà obtenus. Des mesures d'urgence ont été prises pour réduire ces risques, notamment: i) la validation préalable de toutes les dépenses par le partenaire national, l'augmentation de la transparence de la gestion financière et le travail effectué avec l'administration pour définir la diffusion progressive des responsabilités liées à la gestion des processus REDD+; et ii) la Coordination nationale pour la REDD+ poursuit ses efforts pour que les fonds REDD arrivent sur le terrain, offrant ainsi aux parties prenantes concernées une perspective crédible, dans un rythme de préparation souple et régulier.

3.1.4 Programme de l'Équateur

En mars 2011, le Conseil d'orientation a approuvé une allocation de 4 millions de dollars E.-U. au programme de l'Équateur. Les fonds ont été transférés en novembre 2011 (tableau 3-4). La durée du programme est de 24 mois. Les fonds ayant été transférés fin 2011, le bilan figurera dans le prochain rapport.

Tableau3-4: Programme de l'Équateur (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	1 576 058	1 576 058	-
PNUD	1 575 538	1 575 538	-
PNUE	848 404	848 404	-
TOTAL	4 000 000	4 000 000	-

Le programme national vise à aider l'Équateur à préparer l'exécution du mécanisme REDD+. Pour ce faire, le programme appuiera des activités spécifiques au sein du cadre stratégique national de la REDD+, dans le cadre de la phase de préparation du pays. Ces activités sont liées aux programmes de coopération technique et financière menés avec le Gouvernement allemand. Elles visent également à contribuer à la phase de préparation à l'exécution de la REDD+. Six objectifs ont été fixés pour le programme national: 1) conception et élaboration d'un système national de surveillance des forêts; 2) mise en œuvre nationale d'un processus de consultation REDD+ associant la société civile, les communautés, peuples et nationalités autochtones, ainsi que les peuples et communautés afro-équatoriens et montubio; 3) élaboration de politiques et d'instruments nécessaires à l'exécution de la REDD+; 4) constitution d'un cadre opérationnel nécessaire à l'exécution de la REDD+; 5) garantie des avantages environnementaux et sociaux multiples; et 6) conception et mise en œuvre d'un système de partage des avantages.

3.1.5 Programme de l'Indonésie

En mars 2009, le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation de 5 644 250 dollars E.-U. pour la totalité du programme national. Les fonds ont été transférés en janvier 2010. La durée du programme est de 36 mois. Une prolongation a été demandée jusqu'à juin 2012. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 3 272 469 dollars E.-U. (tableau 3-5).

Tableau 3-5: Programme de l'Indonésie (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	1 498 000	1 498 000	568 767
PNUD	2 996 000	2 996 000	2 118 529
PNUE	1 150 250	1 150 250	585 173
TOTAL	5 644 250	5 644 250	3 272 469

Outre le financement du Programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été apporté par le PNUD (250 000 dollars E.-U.)

L'objectif du Programme ONU-REDD en Indonésie est de parvenir à la préparation à la REDD+. Les trois grands résultats escomptés sont: 1) le renforcement de la participation des différents acteurs et du consensus auquel ils parviennent au niveau national; 2) la mise en place de systèmes efficaces de mesure, notification et vérification du niveau de référence des émissions, ainsi que de paiements justes fondés sur l'architecture nationale REDD+; et 3) le renforcement des capacités de mise en œuvre de la REDD+ au niveau local.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 4):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ¹³ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
<u>Réalisation 1:</u> Renforcement de la participation des différents acteurs et du consensus auquel ils parviennent au niveau national.	<ul style="list-style-type: none"> La recommandation pour l'élaboration de politiques sur les principes relatifs au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause a été soumise à l'UKP4/Satgas REDD+, en février 2011, en collaboration avec le Conseil national des forêts/DKN. Le décret du Gouverneur de Central Sulawesi portant création du groupe de travail provincial sur la REDD+ a été publié en février 2011. La Feuille de route sur le développement forestier fondé sur l'industrie forestière et la Feuille de route sur le développement forestier fondé sur le parc national, rédigées lors de processus de consultation regroupant plusieurs acteurs, ont été présentées au Gouvernement, en juin 2011. Trois consultations nationales sur la politique relative au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause et sur ces deux feuilles de route se sont tenues à Yogyakarta, Samarinda et Jakarta et ont réuni 200 experts, entre janvier et mars 2011. Plusieurs ateliers se sont déroulés sur les enseignements tirés, notamment un atelier conjoint avec le Conseil national des changements climatiques (DNPI), en mars 2011, à Bandung. Des ateliers sur la recommandation pour des politiques relatives au consentement préalable, donné

¹³ Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

	<p>librement et en connaissance de cause se sont tenus en janvier et février 2011 à Sigi et Donggala avec les organisations non gouvernementales (ONG) de Central Sulawesi et les communautés coutumières/Adat de Central Sulawesi.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les avancées réalisées sur les activités expérimentales ont été communiquées aux différents acteurs nationaux, y compris au parlement national. • Le DNPI a reçu une aide pour organiser l'<i>Indonesia Carbon Update</i> et l'<i>Asia Carbon Update</i>. • Plusieurs activités ont été menées pour transmettre les résultats du Programme, notamment: i) la publication d'articles sur les questions relatives à la REDD+ et à ONU-REDD dans les journaux nationaux et locaux, ainsi que sur les chaînes télévisées nationales et provinciales, suite à une formation des journalistes en avril 2011 et une réunion des médias avec le Groupe de travail de Central Sulawesi sur la REDD+, en février 2011; ii) la création de la page consacrée au programme de l'Indonésie sur le site Internet d'ONU-REDD¹⁴ en décembre 2011; iii) la tenue d'une réunion et d'une réunion-débat avec le chef de la délégation indonésienne et les décideurs de haut rang du Ministère de la forêt à la dix-septième Conférence des parties à Durban, en novembre/décembre 2011; et iv) la sensibilisation précoce aux questions relatives aux changements climatiques et à la REDD+ des bureaux de district chargés des forêts dans la province de Central Sulawesi, en novembre 2011. • Publication et distribution de plusieurs documents d'information, notamment: i) des conclusions de la Conférence de Cancún; ii) du projet de stratégie nationale REDD+; iii) du bulletin d'information trimestriel d'ONU-REDD; iv) d'un feuillet d'information contenant dix points clés, distribué à la conférence sur les forêts; iv) des enseignements tirés du processus de la stratégie nationale REDD+; et v) des documents de promotion d'ONU-REDD pour des expositions nationales et internationales.
<p>Réalisation 2: Mise en place de systèmes efficaces de mesure, notification et vérification du niveau de référence des émissions, ainsi que de paiements justes fondés sur l'architecture nationale REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des recommandations ont été faites à l'équipe spéciale et à d'autres institutions gouvernementales sur le plan d'action national relatif à l'information, au suivi et à la MRV dans le domaine de la REDD+. • Trente-trois personnes issues du gouvernement provincial, du secteur forestier, des ONG, des organisations de la société civile et des universités ont été formées à la détection à distance de base, à Central Sulawesi, en juin/juillet 2011. • Meilleure compréhension de la REDD+ et collaboration en la matière grâce à un atelier sur la MRV pour les universités, en particulier de la partie orientale du pays, à Palu, en septembre 2011. • Les premiers niveaux d'émission liés à l'utilisation des terres, à la nouvelle utilisation des terres et à l'utilisation des forêts ont été élaborés en octobre 2010 et des discussions de groupe sur les niveaux de référence des émissions/niveaux de référence ont été engagées en septembre 2010. Les options en matière de mode de calcul de ces niveaux de référence en Indonésie sont élaborées depuis septembre 2011. • Compilation et analyse des informations relatives aux systèmes de financement, aux mécanismes de paiement et aux systèmes de répartition des avantages, ainsi qu'aux paiements des services environnementaux et à leur incidence sur la REDD+ en Indonésie et à l'étranger, entre décembre 2010 et mars 2011. • Compilation des systèmes de transfert financier et fiscal existants en Indonésie entre mars et juillet 2011. • Une mission d'orientation du PNUE-WCMC a été menée en mars 2011 et un premier plan d'action

¹⁴ Site Internet du programme de l'Indonésie: <http://un-redd.or.id/>

	<p>sur les sources de données, le développement d'un système d'information géographique (SIG) et les critères de sélection a été convenu.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PNUE-WCMC a formé quatre collègues indonésiens du Ministère de la forêt, du BPKH Palu, du service des forêts de Central Sulawesi et de l'Université de Tadulako pour qu'ils comprennent ce que sont les avantages multiples possibles de la REDD+ et puissent les cartographier, notamment les stocks de carbone, en juillet 2011. La panoplie de mesures nécessaires à l'établissement de priorités a été planifiée lors de cette session de travail et des missions suivantes à Sulawesi. Les travaux se poursuivent sur cette panoplie de mesures, qui inclura des cartes finalisées et des orientations y relatives.
<p>Réalisation 3: Renforcement des capacités de mise en œuvre de la REDD+ au niveau local</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe de travail de Central Sulawesi, a été établi en consultation avec les parties prenantes, en février 2011. Les travaux menés visent à communiquer au Groupe des informations relatives aux changements climatiques et à la REDD+, pendant toute l'année. Les membres du Groupe ont participé à une formation de formateurs, organisée par Conservation International et l'Université nationale, sur les changements climatiques et la REDD+, en mai 2011. Plusieurs initiatives visant à rendre les parties prenantes autonomes ont bénéficié d'un appui, notamment: i) une réunion des médias de Central Sulawesi visant à mieux faire comprendre la REDD+, les questions liées aux changements climatiques et le Programme ONU-REDD, en février 2011; ii) la participation locale à la discussion régionale relative à l'après-Cancún, organisée par le Centre pour les peuples et la forêt et la FAO, à Bangkok, en février 2011; iii) la participation des journalistes de Central Sulawesi à la formation aux questions relatives aux changements climatiques, à la REDD+ et au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, à Jakarta, en avril 2011; iv) la participation du gouvernement de Central Sulawesi à l'événement parallèle à la dix-septième Conférence des parties, à Durban; v) la mission d'enquête préliminaire sur l'évaluation des besoins de formation à Central Sulawesi, en novembre 2011; et vi) l'amélioration de la compréhension qu'a le Bureau forestier de district des questions relatives aux changements climatiques, à la REDD+ et à ONU-REDD. Cinq districts pilotes ONU-REDD ont été choisis (Sigi, Donggala, Parigi Moutong, Toli-Toli et Tojo Una-Una). Un ensemble de lignes directrices relatives à la concrétisation du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause a été élaboré et les lieux d'activité pilotes en la matière ont été choisis (KPH Dampelas Tinombo et Parc national Lore Lindu, dans les districts de Donggala, Sigi et Parigi). Le personnel du Ministère de la forêt a été formé à l'analyse des coûts d'opportunité pour la REDD+, en juin 2011, à Bangkok (Thaïlande). Des renseignements de base types pour les districts en matière de planification spatiale ont été élaborés en novembre 2011.
<p>Questions transversales:</p>	<p><u>Sexospécificité:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Une formation à la question de l'égalité hommes-femmes a été menée afin d'intégrer la sexospécificité au programme, grâce à ONU-Femmes. Les indicateurs relatifs à l'égalité hommes-femmes et les activités pertinentes ont été élaborés et intégrés au programme de travail du programme national. <p><u>Gouvernance:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le Programme mondial appuie la collaboration du programme de l'Indonésie à l'élaboration de l'évaluation de la gouvernance participative. Le programme de l'Indonésie apporte gracieusement un appui technique à l'élaboration des critères d'évaluation. Le Central Sulawesi est l'un des lieux

	d'évaluation et le programme de l'Indonésie apporte un appui supplémentaire dans cette province.
--	--

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 4):

D'un point de vue général, les progrès du programme de l'Indonésie sont bons, même si certaines activités ont pris plus de temps que prévu, ce qui a une incidence sur les activités qui devaient les suivre. Toutefois, cela ne doit pas avoir d'effet sur les objectifs d'ensemble. Le programme applique deux approches en garantissant la viabilité: i) une appropriation par les parties prenantes accrue grâce au processus de consensus pluripartenaires; et ii) la collaboration avec les institutions concernées, officiellement chargées de l'exécution de la REDD+. L'élaboration de la stratégie nationale REDD+, de la recommandation relative au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, du cadre national pour la REDD+, du nouvel inventaire national des forêts et de la feuille de route MRV sur la forêt, montrent que les réalisations continueront d'avoir un impact au-delà du programme du pays. Une démarche similaire a également été appliquée au niveau des provinces. Parmi les autres mesures visant à garantir la viabilité, figure la facilitation du lien entre activités au niveau provincial et activités au niveau national par exemple, entre la stratégie REDD+ provinciale et la stratégie REDD+ nationale, ou encore le projet de plan d'action provincial en faveur de la réduction des gaz à effet de serre (GES) et le plan national d'action en faveur de la réduction des gaz à effet de serre. En outre, le programme travaille en étroite collaboration avec le Groupe de travail REDD+ de Central Sulawesiet veille à ce qu'il connaisse bien la dynamique REDD+ aux niveaux national et international.

Le terme du programme approchant, des inquiétudes surgissent quant à la poursuite de l'activité du Groupe provincial de travail REDD+ et à l'absence de mécanismes institutionnels sur le long terme dans cette province. Sur la base de la mission d'enquête préliminaire menée par un expert en capacité de développement, le Programme ONU-REDD appuiera la création d'un mécanisme institutionnel sur le long terme chargé de faire l'intermédiaire entre l'offre et la demande en matière de connaissances et d'initiatives relatives à la REDD+, ainsi que la création d'une plate-forme de connaissances regroupant les organisations et institutions existantes, afin de garantir une viabilité sur le long terme, après la clôture du programme, mi-2012.

La dynamique des négociations concernant la REDD+ au niveau international, les débats sur les problèmes relatifs à la REDD+ en Indonésie et les divers niveaux de compréhension de ces questions au ministère sont des difficultés avérées pour le programme de l'Indonésie. L'exécution des activités ONU-REDD grâce au renforcement des capacités des acteurs sur ces points s'est faite en plusieurs temps pour les aider à parvenir à un consensus, notamment sur le choix du district pilote et sur d'autres problèmes liés à la REDD+ en Indonésie. À cela s'ajoutent les questions de l'amélioration de l'appropriation ou de la garantie de la viabilité du programme, qui demeurent un point d'achoppement, tout comme la coordination avec l'équipe spéciale REDD+. Cette dernière est demeurée inactive entre juin et septembre 2011 car aucun décret n'avait été pris pour qu'elle puisse continuer de fonctionner jusqu'en septembre, c'est-à-dire au-delà de la date de fin initialement prévue. Le programme a tenté de joindre l'équipe spéciale et de travailler avec elle, mais sa réaction n'a pas répondu aux attentes.

3.1.6 Programme du Panama

En octobre 2009, le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation de 5 300 000 dollars E.-U. au programme du Panama. Les fonds ont été transférés en décembre 2010. La durée du programme est de 36 mois. Le total des décaissements au 31 décembre 2011 s'élevait à 367 335 dollars E.-U. (tableau 3-6).

Tableau 3-6: Programme du Panama (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	2 189 000	845 300	59 585
PNUD	2 067 350	906 290	105 551
PNUE	1 043 650	418 370	202 199
TOTAL	5 300 000	2 169 960	367 335

L'objectif du Programme ONU-REDD au Panama est d'aider le Gouvernement panaméen à élaborer un régime REDD+ efficace. Cela participera à la réalisation de l'objectif plus large visant à garantir que, fin 2012, le Panama sera prêt à exécuter la REDD+ et en mesure de réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts dans tout le pays. Les réalisations escomptées du programme sont: i) les institutions peuvent efficacement coordonner et exécuter un programme REDD+ au Panama; et ii) le pays est doté des capacités techniques pour surveiller, mesurer, notifier et vérifier la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 5):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ¹⁵ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Les institutions peuvent efficacement coordonner et exécuter un programme REDD+ au Panama.	<ul style="list-style-type: none"> Un rapport sur des questions juridiques liées à un programme REDD+ a été établi et distribué aux différents acteurs, qui en ont examiné les conclusions et leurs incidences sur la création d'un programme REDD+. Ils sont convenus de poursuivre ce travail afin de voir si les éléments existants du code juridique et normatif peuvent servir à répartir les avantages et à intégrer des mesures incitatives dans un programme REDD+. Dans le cadre de la conception d'une stratégie REDD+, un groupe de travail réunissant les experts locaux a été constitué pour: i) étudier les facteurs du déboisement; ii) analyser les effets des politiques passées et présentes sur la conservation des forêts et leur utilisation durable; et iii) définir les coûts de la REDD+. En décembre 2011, le groupe de travail communiquait déjà ses premières conclusions. Les résultats de ces travaux servent à établir des scénarios d'aménagement du territoire de demain, en cas de statu quo, et en cas d'exécution de la REDD+. Pour ce faire, le programme a constitué un groupe de travail chargé d'analyser ces scénarios afin d'aider les décideurs locaux à faire ressortir les domaines prioritaires et les politiques relatives à la REDD+ en tenant compte non seulement de la valeur des paiements du carbone mais aussi de l'ensemble des avantages sociaux et environnementaux que la conservation des forêts et leur utilisation durable peuvent fournir. Pendant la période à l'examen, le programme a constitué des équipes d'experts locaux chargés: i) de se pencher sur les facteurs du déboisement; ii) d'analyser les effets des politiques passées et

¹⁵ Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

	<p>présentes sur la conservation des forêts et leur utilisation durable; iii) et de définir les coûts de la REDD+. Il a également noué des accords de collaboration avec les institutions afin de bénéficier de leur appui technique, de lancer des activités et d'obtenir les premiers résultats.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le personnel essentiel au programme a été recruté. • Les capacités sectorielles, institutionnelles, municipales et individuelles ont été renforcées dans les domaines relatifs à la première année d'exécution du programme REDD+, notamment grâce: i) à un cours de formation d'une semaine sur les coûts de la REDD+; ii) à la participation du personnel de l'Autorité panaméenne chargée de l'environnement (ANAM) à la présentation des mesures précoces prises dans la péninsule du Yucatán, dans le cadre du programme mexicain de la REDD+; iii) à l'atelier/événement de formation sur l'analyse de scénarios visant à définir les options en matière de la REDD+; iv) aux approches et négociations avec l'Organisme panaméen de coordination des peuples autochtones (COONAPIP) pour renforcer le processus de consultation des autochtones et le Conseil. L'ANAM a également constitué une équipe de gestion ONU-REDD, regroupant des membres de son personnel, des institutions et un représentant du COONAPIP.
<p>Réalisation 2: Le pays est doté des capacités techniques pour surveiller, mesurer, notifier et vérifier la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La structure générale du système de surveillance nationale des forêts et du carbone a été définie et convenue. Elle se compose: i) d'une nouvelle carte des forêts et du socle végétal; ii) d'un inventaire national des forêts; iii) d'un système basé sur la détection à distance pour surveiller la zone et les changements de la zone aux niveaux de l'aménagement du territoire et du type de forêt; et iv) un inventaire national des gaz à effet de serre. • L'acquisition d'images satellites pour la nouvelle carte de la forêt et de la végétation, d'un logiciel SIG et du matériel d'inventaire se fera début 2012. • Une coordination a été engagée avec d'autres organisations et institutions qui mènent des activités de surveillance. C'est notamment le cas du Smithsonian Tropical Research Institute (STRI) qui mènera des activités de cartographie LiDAR pour lesquelles l'échantillonnage de parcelles de l'inventaire national des forêts servira à des fins de calibrage. • En ce qui concerne la détermination des scénarios de déboisement en cas de statu quo ou d'exécution de la REDD+, un groupe de travail chargé de l'analyse des scénarios a été constitué pour aider les décideurs locaux à déterminer les effets probables des décisions prises sur l'aménagement du territoire. Les premiers résultats ont déjà été obtenus.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 5):

La mise en œuvre du programme du Panama a fortement progressé en 2011 et, si le rythme non seulement se maintient mais s'accélère, les résultats escomptés devraient être atteints selon le calendrier fixé. Le premier semestre 2011 a été consacré au renforcement de l'appropriation par les acteurs locaux, à l'actualisation de la planification des activités et à la constitution des équipes de travail. Plusieurs séances de travail se sont déroulées pour parvenir à un accord sur un plan de travail pour 2011. Cela a permis au programme de démarrer et d'accélérer la mise en œuvre au cours du deuxième semestre 2011. Le programme s'est aussi attaché à planifier des activités pour 2012, par exemple dans le domaine de la MRV, des consultations publiques et de la diffusion d'informations. Pour en garantir la viabilité, le programme du Panama a consacré ses efforts à l'augmentation de l'appropriation de la REDD+ par les partenaires essentiels - à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement-, grâce au dialogue, au renforcement des capacités et à la mise en œuvre du programme. Ce

dernier prévoit de multiplier considérablement ses efforts en 2012 et de les étendre afin d'inclure d'autres acteurs. Du fait de conflits entre les dates, l'atelier de démarrage a dû être repoussé une quatrième fois.

L'unité de coordination du projet a reçu pour instruction de réactiver et de renforcer (en urgence) la Commission nationale de coordination de la REDD+. Cette dernière réunit plusieurs institutions gouvernementales et organisations publiques dont la participation et les contributions sont essentielles à la mise en œuvre d'un programme REDD+ au Panama. En outre, le programme a besoin que le comité directeur du projet soit formalisé pour pouvoir examiner les activités et le budget de 2011 ainsi que les activités et le budget de 2012. Ce comité devrait être constitué par l'ANAM en janvier 2012 et la réactivation du Comité national de coordination de la REDD+ devrait se faire en janvier 2012.

3.1.7 Programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

Le programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée de 6 388 884 dollars E.-U. a été approuvé par le Conseil d'orientation, en novembre 2010, sous certaines conditions. Le document de programme a été signé et les fonds ont été décaissés, une fois les conditions remplies. Les transferts ont été effectués en juin 2011. La durée du programme est de 36 mois. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 110 325 dollars E.-U. (tableau 3-7).

Tableau3-7: Programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011 ¹⁶	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	4 520 750	1 557 840	68 799
PNUD	1 707 634	817 501	41 526
PNUE	160 500	100 000	0
TOTAL	6 388 884	2 475 341	110 325

Outre le financement du Programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été accordé par le bureau du PNUD en Papouasie-Nouvelle-Guinée (contribution en nature d'une valeur de 61 614 dollars E.-U. et contribution en espèces de 200 000 dollars E.-U.).

L'objectif du Programme ONU-REDD en Papouasie-Nouvelle-Guinée est de veiller à ce que, d'ici 2013, le pays dispose d'un système de MRV lui permettant de participer aux systèmes internationaux REDD+, afin de protéger ses ressources environnementales et de contribuer aux pratiques durables liées aux moyens d'existence des communautés rurales. Cet objectif sera atteint grâce aux réalisations suivantes: 1) existence d'accords relatifs à la gestion de la préparation; 2) élaboration d'un système national de MRV; 3) appui à la mise en place de niveaux de référence des émissions et de niveaux de référence; 4) aide à la surveillance des doctrines d'abattement; 5) participation des acteurs au processus national de préparation à la REDD+.

¹⁶ Pour la FAO et le PNUE, il y a un léger écart entre les chiffres indiqués dans le présent document et le rapport du programme national (annexe 7) du fait de l'indication du coût d'appui indirect.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 6):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan¹⁷ de la période à l'examen (1^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
<p>Réalisation 1: Existence d'accords relatifs à la gestion de la préparation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Le Bureau des changements climatiques et du développement (OCCD) a activement participé à la tenue des réunions du groupe de travail technique sur la MRV et la REDD+ afin de garantir la participation des parties prenantes à la conception d'un mécanisme national MRV et REDD+. Les parties prenantes sont des représentants des organisations publiques, privées et de la société civile concernées. Avec l'aide du PNUD, qui partage les tâches de secrétariat pour le Forum conjoint du Gouvernement papouan-néo-guinéen et des partenaires du développement afin de faciliter et de coordonner le partage d'informations entre l'OCCD et les donateurs bilatéraux et multilatéraux, une feuille de route a été établie sur l'aide apportée au Gouvernement par tous les partenaires du développement, par le biais de diverses institutions gouvernementales. Elle sert de guide à la coordination afin d'éviter tout doublon parmi les partenaires. À cela s'ajoute une démarche engageant l'ensemble du Gouvernement visant à faire progresser les travaux de la REDD dans le pays, grâce à deux ateliers consultatifs destinés aux autorités provinciales. Finalisation et adoption du document de programme du Gouvernement papouan-néo-guinéen. L'atelier lançant le programme national s'est tenu les 12 et 13 juillet 2011. Il a éclairé les parties prenantes sur l'objectif du programme et leur a permis de convenir du plan de travail et du budget.
<p>Réalisation 2: Élaboration d'un système national de MRV.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Grâce aux ressources mobilisées par l'Agence australienne pour le développement international (AusAID) pour aider la FAO, en collaboration avec l'OCCD, un atelier de planification MRV de trois jours s'est déroulé en juin 2011. Il a permis aux parties prenantes de comprendre leur rôle (élaborer un plan d'action MRV et un plan d'action pour l'inventaire national des forêts) et de prendre connaissance du calendrier fixé. La FAO a aidé l'OCCD à rédiger le plan d'action du Gouvernement en matière d'information, de suivi et de MRV quant à la REDD+ en août 2011, afin d'aider le Gouvernement à élaborer les plans d'action pour la MRV et l'inventaire national des forêts. La FAO a coordonné la formation de six experts papouans-néo-guinéens en SIG et en détection à distance pendant deux semaines à Belem (Brésil), en septembre 2011, grâce à la collaboration de l'INPE. L'objectif de cette formation était de mieux leur faire connaître le système brésilien TerraAmazon sur lequel le système papouan-néo-guinéen d'information et de suivi par Internet SIG dans le cadre de la REDD+ est essentiellement fondé. Les participants ont appris à recueillir, télécharger et traiter les images satellites, rédiger des commandes/modifier le logiciel et administrer l'interface Internet du SIG. La FAO a élaboré le système de suivi de la Papouasie-Nouvelle-Guinée au siège de l'Organisation, entre août et novembre 2011. La FAO a coordonné la formation des agents papouans-néo-guinéens au siège de l'Organisation à Rome, en novembre 2011. Lors des négociations menées dans le cadre de la dix-septième Conférence des parties à la CCNUCC, en novembre et décembre 2011, la FAO a participé à l'organisation d'un événement parallèle visant à présenter le système de surveillance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la communauté internationale. Cela a compris une démonstration du fonctionnement du système

¹⁷ Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

	<p>de surveillance REDD+ par les agents formés au Brésil.</p> <ul style="list-style-type: none"> Un atelier sur l'inventaire national du carbone forestier devait se tenir en octobre 2011, grâce au financement prévu par une lettre d'agrément entre la FAO et l'Autorité papouane-néo-guinéenne chargée des forêts. Cependant, du fait de changements politiques, la FAO n'a pas donné suite à cette lettre car elle risquait de ne pas être respectée, ce qui aurait empêché toute autre lettre d'agrément d'aboutir à l'avenir. Les activités d'inventaire des gaz à effet de serre ont été également suspendues dans l'attente d'une clarification de la situation politique, qui permettra aux lettres d'agrément d'être honorées et aux activités d'être financées. Recrutement du personnel technique en cours.
<p>Réalisation 3: Appui à la mise en place de niveaux de référence des émissions et de niveaux de référence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Aucune avancée signalée en 2011.
<p>Réalisation 4: Aide à la surveillance des doctrines d'abattement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Aucune avancée signalée en 2011.
<p>Réalisation 5: Participation des acteurs au processus national de préparation à la REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Les contributions à la rédaction des premier et deuxième projets de lignes directrices relatives au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause sont à l'examen. On attend les commentaires de plusieurs acteurs sur le deuxième projet. L'OCCD a commencé à tester la diffusion de la REDD auprès des représentants des autorités provinciales, de district et locales, dans les provinces de Morobe et de Nouvelle-Irlande. Les discussions relatives à la REDD se sont inscrites dans les efforts de consultation des provinces déployés par l'OCCD. En outre, une exposition itinérante à destination des écoles s'est avérée très instructive, comme l'ont montré les festivités de l'année internationale des forêts, auxquelles a succédé un séminaire sur les forêts intitulé «Les forêts en Papouasie-Nouvelle-Guinée: 40 ans et plus».

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 6):

Le programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée avance lentement par rapport aux objectifs fixés du fait de la lenteur du processus de recrutement. Le Gouvernement papouan-néo-guinéen, suivant les orientations et l'appui technique de la société McKinsey, a mis sur pied des groupes de travail technique, y compris sur la MRV et la REDD+, qui réunissent divers acteurs issus des ministères, des ONG et du secteur privé, ainsi que des partenaires bilatéraux et multilatéraux, notamment les Nations Unies. Toutefois, ils fonctionnent davantage comme des groupes consultatifs qui reçoivent des informations de l'OCCD et formulent leurs observations sur ses documents au lieu de participer directement à leur élaboration. Les représentants de la société civile dans ces groupes disent que leur participation à un groupe de travail dirigé par le gouvernement devrait être officialisée par des protocoles d'accord contenant un mandat clair précisant le rôle et la responsabilité de chacun. Depuis le retrait des services de McKinsey en octobre 2011, les capacités opérationnelles et techniques de l'OCCD ont considérablement diminué, ce qui a nui au processus régulier de consultation des groupes de travail technique. Tandis que ce manque de capacité portait atteinte à l'efficacité de la communication et de la coordination en matière de mise en œuvre du programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le PNUD a testé la sensibilisation à la REDD+ et son enseignement dans le cadre de la démarche consultative de l'OCCD dans les provinces de Nouvelle-Irlande et de Morobe. Pour améliorer la mise en œuvre en 2012, l'OCCD doit absolument

disposer de plans internes clairs et intégrés au budget et au plan de travail annuel du programme pour garantir l'efficacité et la rentabilité de l'exécution. Les activités menées dans le cadre de la réalisation liée à la MRV, dirigées par la FAO, ont largement été couronnées de succès, malgré le ralentissement des avancées mi-2011, du fait de circonstances nationales incontrôlables et imprévisibles.

Malgré l'accent mis sur les cadres de planification du Gouvernement, il n'existe aucun plan clair ni aucune feuille de route spécifique découlant de l'ancienne stratégie de développement compatible avec le climat, qui permettrait à l'OCCD de continuer à travailler sur la stratégie globale de préparation à la REDD+. De ce fait, peu de partenaires ont exécuté les activités prévues par le programme national. Il existe également des préoccupations quant à la viabilité des initiatives prévues au titre du programme national. C'est pour des questions de viabilité qu'il a été décidé d'utiliser un prototype de système de surveillance et de former des experts papouans-néo-guinéens en SIG et en détection à distance au Brésil pour qu'ils sachent concevoir le logiciel et accéder aux images sur Internet. Ces agents ont acquis un savoir-faire spécifique sur l'administration du système et une formation qui leur permet de former d'autres agents nationaux, ce qui permet une viabilité sur le long terme et une actualisation régulière du système, une fois en place en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Des retards importants ont été constatés dans la réalisation des activités nationales de préparation à la REDD du fait de l'absence, dans le pays, de deux organisations des Nations Unies participantes, du manque de clarté des mandats de l'OCCD, hormis la coordination des initiatives relatives aux changements climatiques, et des difficultés externes, notamment l'instabilité politique actuelle, qui a fait naître une situation empêchant toute institution gouvernementale d'agir.

Le bureau du PNUD en Papouasie-Nouvelle-Guinée a entrepris d'évaluer les capacités et prévoit de réorganiser son équipe afin d'améliorer le volet administratif et opérationnel de l'exécution du programme. En outre, l'OCCD a demandé à revoir la démarche relative à la participation des différents acteurs afin de garantir la solidité des partenariats entre le Gouvernement, les partenaires de développement et la société civile et de contribuer à une préparation stratégique et durable à la REDD+. En ce qui concerne les difficultés externes, 2012 étant une année électorale, l'exécution sera suivie de près.

3.1.8 Programme du Paraguay

En mars 2010, le Conseil d'orientation a approuvé une allocation de 4 720 001 millions de dollars E.-U. pour la totalité de son programme. La totalité du montant a été transférée le 9 août 2011. La durée du programme est de 36 mois. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 48 964 dollars E.-U. (tableau 3-8).

Tableau 3-8: Programme du Paraguay (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	2 190 000	2 190 000	26 357
PNUD	1 490 001	1 490 001	14 158
PNUE	1 040 000	1 040 000	8 449
TOTAL	4 720 001	4 720 001	48 964

L'objectif du programme est d'aider le Gouvernement paraguayen à vaincre les facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts pour que le pays soit prêt à exécuter la REDD. Pour ce faire, le programme vise trois objectifs: 1) le renforcement des capacités institutionnelles et techniques du Gouvernement et de la société civile en matière de gestion des activités REDD au Paraguay; 2) l'aptitude à la mise en œuvre de la REDD au niveau local; et 3) le renforcement des connaissances et des capacités en matière de REDD des communautés dépendant des forêts, en particulier les peuples autochtones, et des autres acteurs concernés dans le pays.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 7):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ¹⁸ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Renforcement des capacités institutionnelles et techniques du Gouvernement et de la société civile en matière de gestion des activités REDD au Paraguay.	<ul style="list-style-type: none"> • L'Institut forestier national (INFONA) a défini la structure et l'organisation de l'inventaire des forêts, avec le Secrétariat à l'environnement et la Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones (FAPI). • Un système d'information national sur les forêts et l'environnement a été élaboré. • L'équipe technique nationale pour la REDD+, qui réunit l'INFONA, le Secrétariat à l'environnement et la FAPI, a été établie et est entièrement opérationnelle. • Un atelier s'est déroulé en novembre 2011, auquel ont participé 70 personnes appartenant à la société civile, au Gouvernement, aux organisations de peuples autochtones et aux universités. Des scénarios de référence et des scénarios sur la doctrine du déboisement ont été présentés et ont fait l'objet de débats. Une première définition des données existantes a été donnée, les avantages multiples et les coûts d'opportunité ont été exposés et ont fait l'objet d'une discussion, et une première hiérarchisation des avantages multiples pour le Paraguay a été établie. • Une mission du point de contact ONU-REDD de la FAO à Rome a été organisée les 30 octobre et 12 novembre 2011, au cours de laquelle le personnel de l'INFONA et du Secrétariat à l'environnement concerné a été informé sur les questions relatives à la MRV, au bilan carbone et à la comptabilisation du carbone. Un groupe de travail a été créé. • Deux ateliers de renforcement des capacités en matière d'inventaire des forêts, de coûts de la REDD+ et d'avantages multiples se sont tenus en octobre 2011. Ils visaient également à exposer le concept de la REDD+ et à en débattre avec les représentants des institutions gouvernementales, de la société civile et de la communauté universitaire. • Le Secrétariat à l'environnement, l'INFONA et la FAPI ont participé à une formation régionale à la

¹⁸Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

	REDD au Panama, en octobre 2011.
Réalisation 2: Aptitude à la mise en œuvre de la REDD au niveau local.	<ul style="list-style-type: none"> Aucune avancée signalée en 2011.
Réalisation 3: Renforcement des connaissances et des capacités en matière de REDD des communautés dépendant des forêts, en particulier les peuples autochtones, et des autres acteurs concernés dans le pays.	<ul style="list-style-type: none"> La FAPI a établi une proposition relative à la consultation des peuples autochtones qui sera examinée par l'Institut paraguayen des autochtones et servira de base aux futurs processus de consultation des peuples autochtones pour la REDD+.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 7):

Pendant la phase de démarrage du programme national, des efforts ont été déployés pour clarifier les arrangements relatifs à la gouvernance du programme et résoudre les questions administratives et logistiques avant le lancement du programme, conformément aux directives d'ONU-REDD en la matière. La phase de démarrage se termine et les premières activités seront exécutées en 2012, selon un plan de travail convenu et coordonné. Plusieurs réunions ont eu lieu avec l'équipe technique REDD+ depuis août 2011; une réunion officielle de lancement sera organisée au premier trimestre 2012 pour confirmer le début du programme.

Comme les institutions (INFONA, Secrétariat à l'environnement et FAPI) du programme national disposent de peu de temps et de ressources humaines limitées pour la mise en œuvre du programme, et qu'aucune équipe n'a, à ce jour, été engagée pour soutenir l'administration du programme, le processus de décision a pris plus de temps de prévu. Il a également fallu redoubler d'efforts pour maintenir un dialogue fluide et avancer sur la voie de l'exécution du programme. Dans ce contexte, les acteurs du programme ont confirmé l'identité de leurs représentants au sein de l'équipe technique et, fin septembre 2011, ont établi des protocoles de communication et de prise de décisions pour le programme. Il a toutefois fallu les concrétiser par des activités relatives à l'exécution du programme, entre septembre et décembre 2011, pour en définir l'efficacité et l'applicabilité, ainsi qu'apporter des ajustements aux premiers arrangements. Cela a retardé le lancement du programme. Il a été convenu de recruter du personnel supplémentaire afin de faciliter la mise en œuvre du programme et d'appuyer le Secrétariat à l'environnement, l'INFONA et le FAPI en la matière.

3.1.9 Programme des Philippines

En novembre 2010, le Conseil d'orientation a approuvé une allocation de 500 000 dollars E.-U. à la totalité du programme des Philippines. La totalité du montant a été transférée le 5 août 2011. La durée du programme est de 12 mois. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 4 457 dollars E.-U. (tableau 3-9).

Tableau 3–9: Programme des Philippines (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	315 650	315 650	4 457
PNUD	162 950	162 950	0
PNUE	21 400	21 400	0
TOTAL	500 000	500 000	4 457

Outre le financement du Programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été apporté par le PNUD (15 000 dollars E.-U.).

L'objectif global du programme est de «renforcer les capacités des administrateurs de surfaces boisées, de zones protégées et de domaines ancestraux et [d']aider les groupes à mettre en œuvre les projets et activités de la REDD+». L'objectif sera atteint grâce: 1) à l'appui à la préparation à la REDD+ par un processus de gestion efficace, inclusif et participatif; 2) à la définition d'une approche systématique et structurelle à la préparation à la REDD+ grâce à des études concrètes sur les options et à la consultation de tous; et 3) au renforcement des capacités en matière d'établissement de lignes de référence. Peu de réalisations ayant été signalées en 2011, aucun résumé du cadre de suivi n'a été inclus dans le rapport de synthèse. Le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 9.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 8):

L'atelier de démarrage, organisé les 13 et 14 octobre 2011, a réuni plusieurs acteurs issus des organisations de la société civile, des institutions donatrices et des services publics, à l'instar de la Commission nationale des peuples autochtones (NCIP). CoDe REDD, une ONG regroupant des communautés forestières et des organisations de la société civile, a activement participé au débat et pesé sur la rédaction des programmes de travail annuel et trimestriel. Cet atelier a constitué l'aboutissement de plusieurs mois de travaux préparatoires du Bureau de gestion des forêts, avec l'appui des trois organisations des Nations Unies participantes. Au cours de cet atelier, les futurs membres institutionnels du Conseil exécutif du programme ont été désignés. La constitution de l'équipe de gestion du Programme ONU-REDD a complété le processus préparatoire. L'administrateur du programme a été nommé et un nom a été proposé pour le poste de responsable administratif et financier.

Fin 2011, le Programme ONU-REDD avait rempli les conditions préalables importantes nécessaires à la mise en œuvre complète du programme. Cela inclut la création d'un lien avec un Réseau national de coordination, une orientation vers un système de gestion financière et un arrangement formel avec les trois organisations des Nations Unies participantes sur les ressources financières. À cela s'ajoute la participation formelle et l'appui d'un large éventail de représentants du Gouvernement, du secteur privé, des donateurs et des organisations de la société civile, conformément à la Stratégie nationale REDD+.

Afin de réduire au minimum les éventuelles difficultés auxquelles pourraient se heurter l'administration du programme, l'unité chargée de la gestion du projet a déjà commencé à nouer une relation de travail positive avec différentes parties prenantes, en particulier celles qui appartiennent à la chaîne de décision. Cela inclut les

fonctions d'encadrement du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, de l'Agence nationale pour l'économie et le développement, et des trois organisations des Nations Unies participantes.

3.1.10 Programme des Îles Salomon

En novembre 2010, le Conseil d'orientation a approuvé le programme de 550 000 dollars E.-U. des Îles Salomon. Les transferts ont été effectués en juin 2011. La durée du programme est de 18 mois. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 6 128 dollars E.-U. (tableau 3-10).

Tableau 3-10: Programme des Îles Salomon (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
PNUD*	550 000	550 000	6 128
TOTAL	550 000	550 000	6 128

*Au nom de la FAO et du PNUE.

Outre le financement du Programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire a été apporté par le Ministère salomonais de l'environnement, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie, et le Ministère de la forêt et de la recherche (80 000 dollars E.-U.), la FAO (115 000 dollars E.-U.), le PNUD (52 700 dollars E.-U.), le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) (300 000 dollars E.-U.) et l'Agence japonaise de coopération internationale (AJCI) (100 000 dollars E.-U.).

L'objectif du premier programme ONU-REDD aux Îles Salomon est de «créer les capacités institutionnelles et individuelles nécessaires pour y préparer pleinement la REDD+». Cet objectif sera atteint grâce: 1) à une préparation à la REDD+ appuyée par des processus de gestion efficace, inclusifs et participatifs; 2) à une pleine compréhension des avantages potentiels et des risques liés à la REDD+ par les acteurs; et 3) au renforcement des capacités de base en matière de formulation des niveaux de référence des émissions et de MRV.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 9):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ¹⁹ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Préparation à la REDD+ appuyée par des processus de gestion efficace, inclusifs et participatifs.	<ul style="list-style-type: none"> Aucune avancée signalée en 2011.
Réalisation 2: Pleine compréhension des avantages potentiels et des risques liés à la REDD+ par les acteurs.	<ul style="list-style-type: none"> La réunion de lancement, tenue en juin et juillet 2011, a contribué à sensibiliser les acteurs nationaux et locaux, ainsi que des ONG pouvant être intéressées par la question. Elle s'est tenue en coordination avec la réunion de planification du projet national du projet régional CPS/GIZ, «Protection du climat grâce à la conservation des forêts dans les pays insulaires du Pacifique», afin de garantir une coordination harmonieuse entre les deux initiatives, ainsi qu'entre les initiatives locales REDD+ en cours et prévues.

¹⁹Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

<p>Réalisation 3: Renforcement des capacités de base en matière de formulation des niveaux de référence des émissions et de MRV.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La FAO a dispensé une formation à la MRV et au suivi, en septembre 2011, pour donner un aperçu des systèmes nationaux de suivi et de MRV, ainsi que des capacités, données et ressources nécessaires à la mise en œuvre de la REDD+. Les activités, y compris l'évaluation des besoins et la cartographie institutionnelle de la MRV, seront menées au cours du premier semestre 2012, dans le cadre d'une feuille de route. • Un atelier régional s'est tenu à Nadi (Fidji) à l'initiative de la CPS/GIZ, dans le cadre de la protection du climat grâce au projet de conservation des forêts, du Programme ONU-REDD, de l'AJCI et d'AusAID. Les principaux objectifs de l'atelier REDD+ étaient de sensibiliser à la REDD+, de fournir des informations actualisées sur les initiatives relatives à la préparation à la REDD+ dans le Pacifique et de débattre des conclusions et recommandations d'une mission ONU-REDD dans le Pacifique.
---	--

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 9):

Au cours de la période à l'examen, le programme a mis du temps à lancer les activités. Même si l'atelier de démarrage s'est tenu en juillet 2011, le programme n'a pu commencer la mise en œuvre à proprement parler parce que le recrutement du personnel de l'unité de gestion du programme et la soumission de la Commission REDD+ au Cabinet pour approbation ont pris du retard. À ce jour, le processus est axé sur l'appropriation nationale grâce à la mise en place de systèmes nationaux de supervision, de coordination et de gestion solides et adaptés.

L'une des difficultés rencontrées était la coordination avec les principaux ministères avant l'atelier de démarrage car ces derniers n'étaient pas entièrement au courant de l'élaboration du programme. Toutefois, maintenant qu'ils participent au programme, le ministère d'exécution, le Ministère de la conservation de l'environnement et de la météorologie, doit vraiment bien coordonner ses actions avec les autres ministères, en particulier avec le Ministère de la forêt et des ressources marines, le Ministère de l'agriculture et le Ministère de la terre, des enquêtes et du logement. Il doit toujours les tenir au courant des questions relatives à la mise en œuvre afin qu'ils s'approprient le programme. La capacité limitée des ministères est un autre problème important car elle amoindrit l'efficacité de la coordination. Ils n'ont pas suffisamment de personnel pour coordonner et mettre en œuvre efficacement les programmes et projets en cours.

L'instabilité politique constante a entraîné un changement de gouvernement qui a affecté la mise en œuvre du programme. Par exemple, il a été convenu au cours de l'atelier de démarrage qu'une commission nationale REDD+ serait d'abord créée, et approuvée par le Cabinet, avant d'instaurer une unité de gestion du programme. Cependant, aux troisième et quatrième semestres 2011, de fortes incertitudes quant à la situation politique planaient du fait de la multiplication des votes de méfiance. Même s'il y a aujourd'hui un nouveau gouvernement, la création de la commission nationale REDD+ n'a pas été soumise au Cabinet ni approuvée, ce qui n'a pas permis de recruter le personnel pour l'unité de gestion du programme et a repoussé la mise en œuvre des activités.

3.1.11 Programme de la Tanzanie

En mars 2009, le Conseil d'orientation a approuvé l'allocation de 4 280 000 dollars E.-U. au programme national de la Tanzanie. Les fonds ont été transférés en janvier 2010. La durée du programme est de 24 mois et une extension sans coût supplémentaire jusqu'à juin 2012 a été demandée. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 916 729 dollars E.-U. (tableau 3-11).

Tableau3–11: Programme de la Tanzanie (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	1 498 000	1 498 000	166 571
PNUD	2 568 000	2 568 000	750 162
PNUE	214 000	214 000	12 658
TOTAL	4 280 000	4 280 000	929 391

Outre le financement du Programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été apporté par le Bureau du PNUD en Tanzanie (fonds TRAC, à hauteur de 170 969 dollars E.-U.) et FCPF/Institut de la Banque mondiale (73 381 dollars E.-U.).

L'objectif du Programme ONU-REDD en Tanzanie est de renforcer la préparation du pays à la REDD+ en tant que volet de la stratégie REDD+ du Gouvernement, qui ne cesse d'évoluer. Le programme vise à : 1) renforcer le cadre de gouvernance nationale et des capacités institutionnelles du pays en matière de REDD+; 2) renforcer les capacités en matière d'intégration des éléments REDD+ dans les systèmes nationaux de suivi, d'évaluation, de notification et de vérification; 3) renforcer les capacités en matière de gestion de la REDD+ et fournir d'autres services rendus par les forêts à l'écosystème, au niveau des districts et au niveau local; et 4)élargir l'appui des parties prenantes à la REDD+.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 10):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ²⁰ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Renforcement du cadre de gouvernance nationale et des capacités institutionnelles du pays en matière de REDD+.	<ul style="list-style-type: none"> • ONU-REDD a contribué à l'élaboration de la stratégie nationale REDD+, dont le projet a été rendu public par l'équipe spéciale nationale REDD en janvier 2011. • Deux cours de formation à la REDD+ ont été menés en février et mars 2011 pour former cent membres du Ministère des ressources naturelles et du tourisme, entre autres ministères. • Un manuel à l'intention du Ministère des ressources naturelles et du tourisme a été élaboré pour pouvoir aisément reproduire cette formation et l'élargir aux questions relatives à la REDD+. • Une évaluation stratégique d'un programme REDD+ et des besoins en matière de renforcement des capacités et de formation au Ministère des ressources naturelles et du tourisme a été lancée; le projet final de rapport a été reçu en décembre 2011. • Huit ateliers zonaux ont été menés pour sensibiliser, sur le terrain, les responsables publics des forêts à la REDD+. Cela permettra également de les aider à revoir le processus d'élaboration et de finalisation de la stratégie nationale REDD+ et d'y contribuer. • Le Programme ONU-REDD a financé des travaux d'estimation du coût des éléments de la REDD+ en Tanzanie et d'établissement des courbes de coût d'opportunité. Un premier atelier national s'est tenu en octobre 2011, avec une quarantaine de participants. Des travaux sur le terrain s'en sont ensuivis. Un rapport intérimaire a été transmis en décembre 2011.
Réalisation 2: Renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> • ONU-REDD a été représenté à l'atelier de Kampala sur les systèmes de comptabilité nationale du carbone, du 2 au 4 août 2011, dont l'objectif était de rencontrer les hauts responsables de cinq

²⁰Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

<p>en matière d'intégration des éléments REDD+ dans les systèmes nationaux de suivi, d'évaluation, de notification et de vérification.</p>	<p>pays de la Communauté d'Afrique de l'Est et de parler de l'élaboration de systèmes nationaux souverains de comptabilité du niveau de carbone dans le secteur foncier, de se pencher sur les éventuels domaines de collaboration entre les pays et de définir les besoins spécifiques de chacun.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide au suivi et à l'évaluation des ressources forestières nationales (NAFORMA) grâce au recrutement de huit personnes, sur une base temporaire, chargées d'entrer rapidement les données. • Plusieurs formations sur les questions relatives à la MRV se sont tenues en 2011, en étroite collaboration avec le NAFORMA, notamment: i) un cours sur la MRV et le suivi en matière de REDD+ à Morogoro (Tanzanie), en juillet 2011, auquel ont participé 15 membres du Ministère des ressources naturelles et du tourisme; ii) une formation au GIS/LiDAR pour dix membres des Ministères de la Terre, de l'agriculture, de l'eau, des ressources naturelles et du tourisme, le Bureau du Vice-président, l'Institut de formation forestière et le Gouvernement de Zanzibar, du 1^{er} au 16 novembre 2011; iii) et une formation sur l'analyse du changement de zone forestière, pour trois membres du Ministère des ressources naturelles et du tourisme, au siège de la FAO, à Rome (Italie), en décembre 2011. • Une note de synthèse sur la manière d'évaluer la dégradation des forêts a été rédigée, tout comme des lettres d'agrément pour que les institutions ayant des points d'échantillonnage permanents reprennent des mesures permettant de détecter d'éventuels changements du niveau du stock de carbone. Les évaluations débuteront en janvier 2012. • L'espace de travail de l'unité conjointe ONU-REDD/NAFORMA de SIG et de cartographie a été réaménagé au Ministère des ressources naturelles et du tourisme. Un générateur a été acheté pour mettre un terme aux problèmes d'alimentation électrique. • ONU-REDD appuie l'analyse de données liées au carbone présent dans le sol menée par le département du sol de la Sokoine University of Agriculture (SUA).
<p>Réalisation 3: Renforcement des capacités en matière de gestion de la REDD+, et autres services rendus par les forêts à l'écosystème, au niveau des districts et au niveau local.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux ateliers réunissant les parties prenantes ont été organisés en février et octobre 2011 pour qu'elles expriment leurs commentaires, échangent des informations, abordent les problèmes rencontrés et comblent le fossé entre le niveau national et le niveau local en matière de REDD+. Cinquante personnes ont participé à chaque atelier. • Le Ministère des ressources naturelles et du tourisme s'est rendu dans dix villages de trois districts pour préparer des tests de paiement REDD+. Les paiements devraient être effectués au premier trimestre 2012. • Les travaux menés pour estimer les éléments du coût de la REDD+ et évaluer les besoins de formation permettront de concevoir et d'administrer le programme REDD+ dans le pays.
<p>Réalisation 4: Large soutien des parties prenantes à la REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux personnes ont reçu une aide pour participer à la dix-septième Conférence des parties, à Durban (Afrique du Sud). • Un processus d'appel d'offres gouvernemental pour un prestataire de services chargé de sensibiliser à la REDD+ a pris fin en 2011 et les contrats y afférents ont été signés en janvier 2012.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe10):

Le programme de la Tanzanie avance sur la voie de la réalisation de plusieurs points. Le Groupe chargé de la coordination et de l'administration du programme s'est réuni le 18 mars 2011 et a approuvé le programme de travail annuel pour le reste de la période d'exécution, à savoir jusqu'à juin 2012. Dans le même temps, il a approuvé une extension du programme, sans coût supplémentaire, jusqu'à juin 2012. Cette mesure était nécessaire pour que l'exécution soit plus réaliste et mieux

coordonnée avec les autres initiatives REDD+ en Tanzanie. Le programme de travail annuel concerne désormais le reste de la période d'exécution du programme et respecte l'exercice financier du Gouvernement. Le programme de travail annuel figure également dans le Plan d'aide au développement des Nations Unies (UNDAP) 2011-2015, lancé le 1^{er} juillet 2011. Le Groupe est également convenu de mener un examen du programme ONU-REDD en Tanzanie à compter de février 2012.

La REDD+ est un domaine transversal. Il est difficile de mobiliser tous les acteurs concernés en même temps et en synergie. Le Gouvernement a mis en place une équipe spéciale nationale REDD pour s'occuper de la coordination nationale des initiatives et activités REDD+. Il s'efforce également d'améliorer les structures actuelles pour répondre aux besoins en matière d'exécution de ce système complexe. L'intégration du programme ONU-REDD aux travaux de l'équipe spéciale s'est avérée difficile du fait de la complexité de la REDD+ et du nombre des activités à coordonner. Toutefois, cela constitue un problème à résoudre. D'un point de vue général, il existe de nombreuses initiatives REDD+ dans le pays. Trouver une vision collective et une structure d'administration unique pour garantir la cohérence a constitué un véritable défi. En outre, la Division de l'environnement rattachée au Bureau du Vice-président a engagé l'élaboration de la stratégie nationale relative aux changements climatiques. Dans le cadre de ce processus, la stratégie nationale REDD+ devient secondaire. Il convient de s'efforcer de garantir la cohérence et de développer des synergies entre ces processus. L'examen du rapport devrait fournir une évaluation de ces points et des conseils pour que le Programme ONU-REDD et l'équipe spéciale nationale REDD puissent résoudre toutes les difficultés.

3.1.12 Programme du Viet Nam

Un programme national complet pour le Viet Nam a été approuvé, en mars 2009, pour un montant de 4 384 756 dollars E.-U. Les fonds ont été transférés en octobre 2009. La durée du programme est de 20 mois et une prolongation sans coût supplémentaire a été demandée jusqu'à juin 2012. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 3 029 941 dollars E.-U. (tableau 3-12).

Tableau 3-12: Programme du Viet Nam (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	1 690 814	1 690 814	730 142
PNUD	2 501 128	2 501 128	2 160 347
PNUE	192 814	192 814	139 452
TOTAL	4 384 756	4 384 756	3 029 941

Outre le financement du Programme ONU-REDD, un cofinancement supplémentaire (en espèces et en nature) a été apporté par la GIZ (33 000 dollars E.-U.), le SENA (10 000 dollars E.-U.) et le PNUD (20 000 dollars E.-U.).

L'objectif du Programme ONU-REDD au Viet Nam est de renforcer les capacités institutionnelles et techniques des organisations concernées aux niveaux central et local pour veiller à ce que, fin 2012, le Viet Nam soit prêt à exécuter la REDD+ et à même de contribuer à la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts. Le Programme contient trois grands volets: 1) le renforcement des capacités institutionnelles et techniques en matière de coordination nationale afin d'administrer les activités REDD+ au Viet Nam; 2) le renforcement des capacités en matière de gestion de la REDD+ et la fourniture d'autres paiements pour les services écologiques au niveau des districts grâce à une planification et exécution durables

du développement; et3)une meilleure connaissance des démarches permettant de réduire le déplacement des émissions dans la région.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 11):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ²¹ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
<p>Réalisation 1: Renforcement des capacités institutionnelles et techniques en matière de coordination nationale afin d'administrer les activités REDD+ au Viet Nam.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Trois nouveaux groupes de travail technique et sous-technique d'appui sur le système de la répartition des avantages, la participation du secteur privé et la gouvernance de la REDD+, ont été créés en 2011. Ils ont rédigé et présenté des recommandations relatives aux politiques du programme national REDD+ et à la REDD+ à deux réunions de réseau, le 10 mai²² et le 15 décembre 2011. • Le site Internet REDD²³ offre désormais une interface plus simple à utiliser. • Du fait d'une attention accrue portée à la REDD+, notamment suite à la sensibilisation du personnel de l'Administration vietnamienne des forêts (VNFOREST) et du personnel provincial grâce à des activités menées par ONU-REDD, le Premier Ministre a pris un décret, le 7 janvier 2011, portant création d'un Comité directeur interministériel sur la REDD+, auquel participent les principaux ministères et institutions gouvernementales, et d'un bureau national REDD+ dont le personnel, permanent, appuie la coordination des activités REDD+ au Viet Nam. • Les méthodes d'établissement des niveaux de référence des émissions et des niveaux de référence, ainsi que de mise en place de la détection à distance ont été revues. Une méthode de définition des options en matière d'instauration de niveaux de référence,²⁴ adaptée au contexte national, a été choisie pour réduire le déboisement et la dégradation des forêts et augmenter les stocks de carbone, dans le cadre du mécanisme REDD+ de la CCNUCC. • Certaines propositions applicables à l'instauration de niveaux de référence, conformes au statut actuel de la CCNUCC et des orientations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) disponibles, et mettant l'accent sur les capacités, les données et les options, ont été formulées. Le Viet Nam a collaboré avec d'autres partenaires (Finlande et AJCI) pour mettre sur pied des niveaux de référence des émissions. Avec l'appui de l'ambassade de Finlande, toutes les cartes forestières et les données relevées sur le terrain en 1990, 1995, 2000, 2005 et 2010 ont été numérisées en 2010 pour la province de Lam Dong. Un niveau de référence national provisoire des émissions a été proposé. L'étude de l'AJCI valide actuellement les cartes forestières de 1995 et 2005 qui serviront à améliorer le niveau de référence provisoire des émissions. La validation des données devrait se terminer fin 2011. • Le Viet Nam, avec l'aide de l'AJCI, a exposé les avancées en matière d'élaboration du niveau de référence des émissions et du niveau de référence, ainsi que des options existantes, à la réunion parallèle organisée dans le cadre de la dix-septième Conférence des parties, à Durban, par

²¹Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

²²Compte rendu de la réunion disponible à l'adresse suivante:

<http://vietnam-redd.org/Web/Default.aspx?tab=eventdetail&zoneid=107&subzone=158&itemid=287&lang=en-US>

²³Adresse du site Internet REDD du Viet Nam: www.vietnam-redd.org

²⁴Ici, l'expression *niveau de références* entend de manière générique. Elle inclut toutes ses variantes, en particulier les *niveaux de référence des émissions*, rétrospectifs ou prospectifs.

	<p>l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA), pour examen.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une étude²⁵ sur la stratification écologique a été menée. Le système de stratification, fondé sur les régions écologiques, est particulièrement important pour l'élaboration du niveau de référence des émissions et la mise en œuvre de la MRV où les strates forestières servent de données initiales. • Un rapport sur l'éventuel contenu du programme national REDD+ a été soumis à VNForest, en février 2011. Il a servi de document de base à l'élaboration du programme. Par la suite, des consultations ont été menées à ce sujet avec le réseau national REDD, en mai 2011. Sur la base des observations des parties prenantes, un projet a été établi par une équipe de consultants nationaux. Après des consultations internes, le document²⁶ a été transmis en novembre 2011 au réseau. • Administrées par ONU-REDD, les consultations avec les parties prenantes des communautés locales et provinciales dans les provinces de Lam Dong et de Bac Kan sur la mise en place d'un système de répartition des avantages ont débuté en décembre 2011. Dans le même temps, un exercice pilote sur un système de répartition des avantages, dans lequel les communautés locales participent à un jeu de simulation, a été lancé à Lam Dong, en octobre 2011. Un cadre d'évaluation des facteurs «R» a également été conçu. Les recommandations tirées de cet exercice devraient éclairer la prise de décision majeure que constitue la mise en œuvre du décret 99 sur les paiements pour les services rendus par les écosystèmes forestiers. • Dans le cadre du processus de rédaction de la proposition relative à la phase 2, des recherches ont été menées sur le fonds de développement de la protection forestière et la manière dont il pourrait être pertinent pour l'instauration d'un fonds national REDD+. • Reconnaisant l'importance du partage d'informations et de la réflexion sur les enseignements tirés, le programme a établi et actualisé une brochure ONU-REDD sur le Viet Nam et un feuillet d'information, distribué dans le pays et à l'étranger lors de divers événements. • Le programme a répondu à plusieurs organisations internationales intéressées par la mise en œuvre de la REDD+ au Viet Nam. • Le document-cadre de MRV a été élaboré. Il met l'accent sur la description du système MRV et de ses volets, sauvegardes et suivi des politiques et mesures. Le projet a été révisé à plusieurs reprises suite à plusieurs réunions du Groupe de travail sous-technique/MRV avec les parties prenantes concernées et lors de deux ateliers techniques, en juillet et août. Le document final²⁷ a été avalisé par le bureau national REDD+.
<p>Réalisation 2:</p> <p>Renforcement des capacités en matière de gestion de la REDD+ et fourniture d'autres paiements pour les services écologiques au niveau des districts grâce à une planification et exécution durables du développement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les cartes des forêts historiques et les rapports sur l'analyse des changements forestiers ont été établis et des consultations ont été menées dans les provinces sur la manière d'intégrer ces cartes et d'autres outils pour que la REDD+ figure dans les plans de développement social et économique. • Une méthode d'évaluation du coût d'opportunité de la REDD+ a été finalisée en juin 2011. Il a été par la suite recommandé d'utiliser l'analyse du coût d'opportunité comme instrument lors de l'insertion de la REDD+ aux plans de protection et de développement des forêts. • La REDD+ a été intégrée au projet de plan directeur provincial de développement de la protection des forêts 2011-2020, qui doit encore être approuvé par le conseil populaire de la province de Lam Dong.

²⁵ Rapport accessible sur la page: www.vietnam-redd.org

²⁶ Le projet de cadre et de décision se trouve à la page: www.vietnam-redd.org

²⁷ Le document-cadre sur la MRV se trouve à la page: www.vietnam-redd.org

	<ul style="list-style-type: none"> • Un manuel sur le suivi participatif du stock de carbone a été rédigé en anglais et en vietnamien. Les discussions actuelles dans les pays visent à élargir le concept de ce suivi, qui ne doit pas se limiter à l'obtention de données relatives au carbone pour la MRV de manière participative mais faire participer les communautés (et les autres parties prenantes) afin d'assurer un suivi plus large de l'exécution de la REDD+. • La première demande d'aide à la mise en place d'un inventaire national des forêts dans deux districts pilotes, lancée par le Gouvernement, a été annulée par manque de proposition pertinente proposée au programme à temps. Toutefois, les services d'inventaire et de planification des forêts mènent un inventaire des forêts dans deux provinces pilotes afin de tester les méthodes et démarches en la matière et de voir comment, et dans quelle mesure, les acteurs locaux peuvent être associés aux activités de suivi des forêts avant que le Gouvernement ne mène un inventaire national des forêts. Les travaux sur le terrain sont en cours. • Plusieurs activités de sensibilisation à la REDD+ auprès des acteurs locaux se sont tenues, y compris dans le cadre de l'Année internationale des forêts et de la Décennie des Nations Unies pour la lutte contre la désertification, de la Journée mondiale de l'environnement, de la Journée vietnamienne de la forêt et d'un concours de photographie de la forêt vietnamienne. En outre, de nombreux articles sur la REDD+ et ONU-REDD au Viet Nam ont été publiés; des films sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause et le suivi du stock de carbone ont été diffusés pour que la population locale en sache plus sur les changements climatiques, la REDD+ et les activités exécutées par ONU-REDD. Le programme publie également un bulletin d'information mensuel en vietnamien. • Le programme travaille en étroite collaboration avec un journaliste qui rédige et publie dix articles par mois sur la REDD+ et les activités menées par ONU-REDD au Viet Nam dans la revue <i>Forêt et environnement</i>. • Avec le projet du RECOFTC de renforcement des capacités locales en matière de REDD (financé par l'Agence norvégienne de coopération pour le développement, NORAD), le programme a mené une évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités d'une province pilote. Une proposition a été faite pour renforcer les capacités des acteurs communautaires du secteur forestier en matière de REDD+ au Viet Nam. • Le programme a également conçu une série de sept grandes affiches expliquant l'impact des changements climatiques sur les ressources forestières du Viet Nam, la nécessité de la REDD+ au Viet Nam et les activités d'ONU-REDD dans la province pilote. • Le programme, en collaboration avec la radio et la télévision locale des districts de Lam Ha et Di Linh, a régulièrement diffusé des informations sur les changements climatiques, la forêt, la REDD+ et les activités d'ONU-REDD. Il transmet à la radio et la télévision locales les informations sur la REDD+ ainsi que les événements et activités y afférents. • Le programme a constitué une équipe solide de 20 facilitateurs de village qui aideront à transmettre le message relatif aux changements climatiques, aux forêts et à la REDD+ aux populations locales grâce aux activités régulières et aux réunions dans les villages et au niveau communautaire.
<p>Réalisation 3: Meilleure connaissance des démarches permettant de réduire le déplacement des émissions dans la région.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un atelier régional, tenu à Bangkok en 2010, a répertorié les éléments pour lesquels la collaboration entre les pays en matière de REDD+ serait intéressante. Fin 2011, un processus a été engagé pour associer le Cambodge, la RDP Lao, le Viet Nam, le Myanmar et la Thaïlande à la compilation d'informations relatives à l'application du droit en matière de déplacement transfrontière des produits forestiers.

	<ul style="list-style-type: none"> • Un atelier s'est déroulé dans la province du Kon Tum, en décembre 2011, avec les entreprises publiques sur la gestion durable des forêts et les répercussions de la REDD+, notamment les questions relatives aux flux de bois entre les pays.
--	---

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe 11):

Des avancées ont été réalisées pour toutes les réalisations escomptées du programme du Viet Nam. La création du comité directeur national sur la REDD+ et du bureau national sur la REDD+ devrait grandement contribuer à la viabilité des résultats sur le long terme. En outre, le programme national REDD+ offrira des orientations à la mise en œuvre de la REDD+, au-delà du programme ONU-REDD. Même si des structures viables sont en place ou en cours d'instauration, l'exécution est lente. Le réseau national REDD et ses groupes de travail sous-techniques constituent, au niveau national, des lieux de partage d'information et des forums de discussions, ce qui est important pour la continuité. Pour maintenir et améliorer les connaissances relatives à la REDD+ au niveau local, le programme a renforcé les capacités d'un groupe de travail provincial sur la REDD+ à Lam Dong, qui réunit les représentants des principaux départements et du district. En outre, les activités de renforcement des capacités de responsables du Ministère de l'agriculture et du développement rural, de VNForest et du Département de l'agriculture et du développement rural en matière de REDD+ ont été menées, et des facilitateurs de villages ont été formés pour sensibiliser la population locale. Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause soutient les prescriptions juridiques du Viet Nam en matière de consultation des parties prenantes, plus précisément le décret relatif à la démocratie locale. La faiblesse des capacités des principaux ministères, tels que le Ministère de la planification et de l'investissement, le Ministère des finances et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement, est un problème qui reste à résoudre pour que l'intégration de la REDD+ aux stratégies de développement réussisse.

Parmi les difficultés rencontrées, figure le manque d'harmonisation des procédures d'organisation des Nations Unies participantes. Pour ce faire, des efforts continus d'harmonisation sont déployés, y compris l'adoption de la politique harmonisée concernant les transferts de fonds (HACT) par la FAO et la formation de l'unité de gestion du programme sur le guide de gestion harmonisée des programmes et projets. En outre, la coordination au sein des ministères et institutions du Gouvernement demeure un problème, tout comme la faible capacité du VNForest. Les problèmes de coordination ont été abordés aux réunions du conseil exécutif du programme. De plus, l'absence d'orientations internationales sur la REDD+ nuit au programme.

3.1.13 Programme de la Zambie²⁸

Le programme national complet de la Zambie a été approuvé en mars 2010, pour un montant de 4 490 000 dollars E.-U. Les fonds ont été transférés en octobre 2010. La durée du programme est de 36 mois. Au 31 décembre 2011, le total des décaissements s'élevait à 499 181 dollars E.-U. (tableau 3-13).

²⁸ Le Rapport annuel 2011 du Programme National de la Zambie n'a pas été signé par tous les signataires à temps pour la présentation au Conseil d'orientation.

Tableau 3–13: Programme de la Zambie (en dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des décaissements au 31 décembre 2011
FAO	2 180 000	900 192	184 643
PNUD	1 995 000	664 996	314 538
PNUE	315 000	120 005	0
TOTAL	4 490 000	1 685 193	499 181

L'objectif du Programme ONU-REDD en Zambie est de préparer les institutions et acteurs zambiens à une mise en œuvre efficace, dans tout le pays, du mécanisme REDD+. Les résultats escomptés sont les suivants: 1) renforcement des capacités en matière de gestion de la préparation à la REDD+; 2) mise en place d'un large appui aux parties prenantes; 3) renforcement du cadre national de gouvernance et des capacités institutionnelles en matière d'exécution de la REDD+; 4) définition de stratégies nationales REDD+; 5) renforcement des capacités MRV en matière d'exécution de la REDD+; et 6) évaluation du niveau de référence des émissions et du niveau de référence.

Résumé du cadre de suivi (le cadre de suivi complet avec les indicateurs et les cibles se trouve à l'annexe 12):

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ²⁹ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Renforcement des capacités en matière de gestion de la préparation à la REDD+.	<ul style="list-style-type: none"> • L'unité nationale de coordination de la REDD+ a été mise sur pied en 2011. Son personnel a été officiellement affecté à la mise en œuvre du programme ONU-REDD. L'unité de coordination travaille avec d'autres parties prenantes à la mise en œuvre des activités. • En vue d'améliorer la démarche collaborative entre deux grands programmes de l'ONU concernant les forêts (à savoir la deuxième phase de l'évaluation intégrée de l'usage des terres, ILUA-II, et ONU-REDD), il a été convenu que les comités techniques chargés du processus de préparation à la REDD+ s'appuieraient sur les structures déjà établies du projet ILUA. • Le coordonnateur national pour la REDD+ a participé aux réunions du Conseil d'orientation d'ONU-REDD au Viet Nam et en Allemagne, ainsi qu'à l'atelier de renforcement des capacités liées à la CBD et à la REDD au Cap (Afrique du Sud), en septembre 2011.
Réalisation 2: Mise en place d'un large appui aux parties prenantes.	<ul style="list-style-type: none"> • L'unité de coordination de la REDD+ travaille avec plusieurs acteurs, tant des ONG que des membres du secteur privé, pour qu'ils comprennent mieux la REDD+ et contribuent au processus d'élaboration d'une stratégie nationale REDD+. Plusieurs réunions de consultation des parties prenantes se sont tenues en 2011. • Une équipe de spécialistes a travaillé sur «les évaluations des parties prenantes et le plan de participation» et a mené des enquêtes sur le terrain dans chacune des neuf provinces du pays. Les résultats finaux devraient être connus au premier trimestre 2012 et seront soumis à l'examen des différents acteurs. • Un atelier de formation et d'orientation des parties prenantes en matière de REDD+ s'est tenu en juin 2011, auquel 75 personnes représentant différents groupes d'acteurs ont participé.

²⁹ Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

	<ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs organisations de la société civile travaillant pour différents acteurs ont continué d'assister aux réunions de l'unité de coordination de la REDD+. Elles couvrent un large éventail de domaines de spécialisation, notamment la terre, l'environnement et la gestion des ressources naturelles, la sexospécificité, la jeunesse et les médias. Une communication fluide et une collaboration entre les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux en matière de REDD+ ont été initiées en 2011. • L'Association de l'Université de Zambie pour l'environnement a tenu une réunion visant à mieux faire comprendre aux étudiants la REDD+ et les questions y afférentes, ainsi que le rôle que les organisations estudiantines peuvent jouer pour faciliter le flux d'information. • À la réunion annuelle d'examen du Forum sur la gestion communautaire des ressources naturelles, le statut du processus de préparation à la REDD+ et le poids que les expériences en matière de gestion communautaire des ressources naturelles peuvent avoir sur le processus en Zambie ont été exposés. • Le Réseau national de l'évolution du climat, en collaboration avec l'équipe nationale REDD+, a fait plusieurs exposés et animé plusieurs débats pour mieux faire comprendre les sauvegardes environnementales et sociales, telles qu'inclues dans les accords de Cancún de 2010. L'objectif était de faciliter la contribution de la société civile à la définition des mesures importantes à prendre pour mettre des sauvegardes en place. • L'équipe du projet REDD+ a présenté un document sur l'expérience des avantages collatéraux de la REDD+ pour la Zambie lors d'une réunion sur la situation de la REDD+ depuis Cancún, à Douala (Cameroun), du 10 au 12 mai 2011, sous l'égide de l'Institut international du développement durable (IISD) et du Partenariat pour des alternatives à la culture sur brûlis en marge des forêts tropicales (ASB-ICRAF), intitulée: De la négociation à la mise en œuvre – renforcer les capacités des négociateurs et administrateurs fonciers des pays en développement dans le domaine de l'élaboration de politiques REDD+. • Une réunion de consultation de la société civile s'est tenue le 5 octobre à l'hôtel Kingfisher pour choisir les représentants de la société civile qui participeraient au processus de préparation à la REDD+. La société civile a défini les institutions/représentants qui constitueraient le groupe restreint de contact avec le Programme ONU-REDD.
Réalisation 3: Renforcement du cadre national de gouvernance et des capacités institutionnelles en matière d'exécution de la REDD+.	<ul style="list-style-type: none"> • Une étude sur l'état de préparation juridique à la REDD+ en Zambie a été menée par l'équipe mondiale ONU-REDD de la FAO pour définir les difficultés à résoudre, les lacunes à combler et les besoins juridiques à satisfaire pour exécuter la REDD+. Ce projet visait à formuler des recommandations aidant à renforcer les capacités juridiques et institutionnelles dans trois pays REDD+, dont la Zambie, qui représentait l'Afrique. Cette étude peut servir de référence lorsque l'on évaluera la nécessité de renforcer le cadre législatif pour faciliter l'exécution de la REDD+.
Réalisation 4: Définition de stratégies nationales REDD+.	<ul style="list-style-type: none"> • L'Université Copperbelt mène actuellement une étude sur les meilleures pratiques forestières concernant la REDD+. Le rapport final sera présenté fin janvier 2012. Un processus consultatif permettra de le valider, ce qui assoira les efforts déployés pour définir et évaluer les facteurs du déboisement dans une perspective REDD+. • La société de conseil NIRAS a mené une étude sur les activités REDD+ qui pourraient être menées. Le rapport, qui devrait être remis fin janvier 2012, sera validé après consultation des acteurs. • Le programme a recueilli des informations auprès de différentes sources et les a numérisées pour améliorer la base de données du processus de préparation à la REDD+. Cela renforcera la base de données du programme et permettra au bureau de coordination REDD de servir de centre de ressources où l'on peut trouver des informations diverses et importantes sur les questions

	relatives à la REDD.
Réalisation 5: Renforcement des capacités MRV en matière d'exécution de la REDD+.	<ul style="list-style-type: none"> • Des supports de communication sur la MRV ont été établis en 2011 et distribués à plusieurs réunions et représentations. • La nécessité de constituer une unité SIG entièrement équipée aux niveaux national et provincial du Département zambien des forêts a été évaluée. • Deux agents techniques de Zambie ont participé à la formation intensive sur l'inventaire des gaz à effet de serre (GES), au siège de la FAO, en janvier 2011. L'atelier a permis de donner un large aperçu des mesures nécessaires à la création d'un inventaire national des GES, conformément aux exigences de la CCNUCC en matière de notification.
Réalisation 6: Évaluation du niveau de référence des émissions et du niveau de référence.	<ul style="list-style-type: none"> • Un document-cadre méthodologique a été élaboré au siège de la FAO sur les niveaux de référence et les niveaux de référence des émissions en Zambie.

Résumé des avancées réalisées, des difficultés rencontrées et des mesures d'urgence prises (le rapport complet se trouve à l'annexe12):

La lenteur du démarrage du programme national était principalement due à des questions administratives et de coordination de base. Elle a été accentuée par le fait que le deuxième semestre 2011 correspondait à une période électorale importante pour le pays, qui a entraîné un changement de Gouvernement. Toutefois, des avancées importantes ont été réalisées en ce qui concerne les études initiales, dont la tenue avait été convenue pendant la visite de la mission d'ONU-REDD, lors de l'examen de mai 2011. Le Ministère du tourisme, de l'environnement et des ressources naturelles a été supprimé suite aux élections. Le Département des forêts est désormais rattaché au Ministère des mines et des ressources naturelles.

Le processus de préparation à la REDD+ en Zambie met l'accent sur le développement de structures de sensibilisation, de renforcement des capacités et de dialogue au niveau local. Par conséquent, la plupart des réunions d'étude et des formations menées en 2011 ont réuni des experts des neuf provinces zambiennes, ce qui exige une logistique plus complexe.

Plusieurs facteurs, dont certains s'influencent mutuellement, ont ralenti le démarrage de la mise en œuvre et sa progression, notamment: i) le processus de formalisation du Comité directeur conjoint a pris du temps parce que la dimension intersectorielle de la REDD+ est difficile à respecter car la plupart des structures gouvernementales ont un axe thématique; ii) les quatre programmes (ONU-REDD, ILUA, Unité de facilitation des changements climatiques et Programme de gestion et d'intégration de l'environnement et des ressources naturelles) ont dû travailler ensemble pour éviter tout doublon; iii) la réorganisation et le nouvel alignement du ministère compétent peuvent entraîner certains réajustements dans l'administration des programmes; et iv) le processus d'achat était lent au début. Des mesures correctives ont été prises pour lutter contre les difficultés rencontrées et le personnel nécessaire a été affecté au programme, ce qui devrait en améliorer la mise en œuvre. En outre, un conseiller technique international sera recruté début 2012, ce qui améliorera l'accompagnement de l'exécution du programme.

3.2 Programme mondial ONU-REDD

Le Programme ONU-REDD vise à contribuer à la mise en œuvre de la REDD+ dans le monde, aux niveaux national et international. Le Programme mondial ONU-REDD met l'accent sur l'aide aux pays pour qu'ils parviennent à mettre en place des démarches, analyses, méthodes, instruments, données et meilleures

pratiques communes. Le Programme mondial fournit également l'infrastructure nécessaire à la gestion des connaissances du Programme ONU-REDD, à l'échange d'expériences, et à la promotion de la coopération Sud-Sud.

La réalisation du «**Programme mondial 2009-2011**» s'organise selon plusieurs objectifs définis conformément aux éléments de la préparation à la REDD+ et au calendrier international. Chaque objectif s'efforce de répondre à des points pertinents pour la préparation des pays à la REDD+. Le rapport annuel de 2011 marque la fin du premier Programme mondial.

Les sept résultats escomptés du «Programme mondial 2009-2011» étaient:

1. L'amélioration des orientations en matière de MRV et de suivi;
2. L'amélioration de la participation des peuples autochtones, de la société civile et des autres parties prenantes;
3. L'amélioration du cadre technique et analytique de réalisation des avantages multiples;
4. L'amélioration de la gestion des connaissances, de la coordination et de la communication (notamment au sein du secrétariat du Programme ONU-REDD);
5. L'amélioration de la transparence et de l'efficacité de la gouvernance nationale REDD+;
6. La mise sur pied de systèmes de partage équitable des avantages;
7. L'appui à la transformation du secteur à faible émission de carbone.

Il est important de souligner que la réalisation continue des principaux objectifs du Programme mondial 2009-2011 a été garantie par l'adoption, en août 2011, du document intitulé ***Appui à l'action nationale en faveur de la REDD+ : Programme mondial 2011-2015*** et du budget y afférent. Les fonds pour une année ont été transférés aux organisations des Nations Unies participantes (FAO, PNUD et PNUE), le 1^{er} novembre 2011, suite à l'approbation du budget de la première année, par le Conseil d'orientation. Le document-cadre du Programme mondial 2011-2015 découle de la stratégie du Programme ONU-REDD et des enseignements tirés lors de la mise en œuvre du Programme mondial 2009-2011.

Les huit objectifs d'Appui à l'action nationale en faveur de la REDD+ : Programme mondial 2011-2015 sont:

1. Les pays REDD+ disposent des systèmes nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre de systèmes de suivi et de MRV, ainsi que des capacités en la matière;
2. Des systèmes crédibles et inclusifs de gouvernance nationale sont mis sur pied pour exécuter la REDD+;
3. Les systèmes nationaux de gestion transparente, équitable, crédible et responsable des financements REDD+ sont renforcés;
4. Les peuples autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes participent efficacement au processus de décision national et international de la REDD+, ainsi qu'à l'élaboration de stratégies en la matière et à l'exécution de la REDD+;
5. Les avantages multiples des forêts sont vantés et concrétisés, grâce aux stratégies et mesures relatives à la REDD+;
6. Les stratégies REDD+ et les investissements y afférents catalysent les changements vers une économie verte;
7. Les connaissances relatives au Programme ONU-REDD sont augmentées, administrées, analysées et partagées pour appuyer les efforts déployés en faveur de la REDD+ à tous les niveaux;

8. Le secrétariat du Programme ONU-REDD fournit des services efficaces en temps voulu aux pays partenaires d'ONU-REDD, au Conseil d'orientation et aux organisations des Nations Unies participantes.

Ressources financières:

En 2011, le Programme mondial d'ONU-REDD a continué d'élaborer des démarches, analyses, modes de travail, lignes directrices, instruments, données et meilleures pratiques communes et de mettre en commun les connaissances acquises et expériences vécues lors de la préparation à la REDD+. Le total des fonds approuvés pour le *Programme mondial 2009-2011* s'élevait à 24,6 millions de dollars E.-U. Au 31 décembre 2011, les dépenses s'élevaient à 24 348 278 dollars E.-U.

Tableau 3-14: Programme mondial 2009 – 2011 (dollars E.-U.)

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des dépenses au 31 décembre 2011
FAO	7 979 685	7 979 685	7 962 539
PNUD	7 209 936	7 209 936	7 209 935
PNUE	9 394 007	9 394 007	9 175 804
TOTAL	24 583 628	24 583 628	24 348 278

Les allocations au *Programme mondial d'appui aux mesures nationales en faveur de la REDD+ (2011-2015)*, approuvées en août 2011, s'élevaient à 24 185 981 dollars E.-U. En octobre 2011, le budget a été avalisé pour les 12 premiers mois (année 1), à compter du 1^{er} novembre 2011, date du transfert.

Tableau 3-14: Appui à l'action nationale en faveur de la REDD+ : Programme mondial 2011-2015, budget avalisé pour 12 mois (1^{er} novembre 2011-31 octobre 2012), en dollars E.-U.

Organisations des Nations Unies participantes	Montant alloué au 31 décembre 2011	Total des transferts au 31 décembre 2011	Total des dépenses au 31 décembre 2011
FAO	9 036 867	9 036 867	-
PNUD	8 474 033	8 474 033	-
PNUE	6 675 081	6 675 081	-
TOTAL	24 185 981	24 185 981	-

Résumé du bilan (1^{er} janvier–31 décembre 2011). L'intégralité du rapport se trouve à l'annexe 13:

Résultats escomptés (Réalisation)	Bilan ³⁰ de la période à l'examen (1 ^{er} janvier 2011 – 31 décembre 2011)
Réalisation 1: Amélioration des orientations en matière de MRV et de	<ul style="list-style-type: none"> Les plans d'action des pays du programme ONU-REDD relatifs à l'information, au suivi et à la MRV ont été élaborés et approuvés par les gouvernements de la République démocratique du Congo et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Trois autres pays ont commencé à rédiger leur plan d'action.

³⁰Le bilan est cumulatif et s'étend aux réalisations correspondant à la période à l'examen.

suivi.	<p>Treize pays dont le programme national est mis en œuvre ont reçu un appui technique et régulier en matière de suivi et de MRV. En outre, plusieurs autres pays partenaires d'ONU-REDD ont reçu un appui ciblé pour des problèmes spécifiques relatifs au suivi et à la MRV.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des activités spécifiques de renforcement des capacités et de transfert de connaissances ont été menées sur le «système national de suivi des forêts» et sur le «système visant à fournir des informations relatives aux sauvegardes REDD+» avec la République démocratique du Congo, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Viet Nam. La République démocratique du Congo et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont développé la version bêta d'un système d'information sur Internet et commencé à évaluer les changements historiques de la zone forestière. • Dans tous les pays où les programmes nationaux sont mis en œuvre, à l'exception de la Bolivie, des activités de formation à la détection à distance, à l'inventaire national des forêts et à la MRV ont été entreprises. Un appui spécifique à la rédaction de programmes nationaux et de propositions relatives à la préparation a été fourni à quatre pays. • Le projet de phase de démarrage du programme ONU-REDD/FAO, mené avec l'INPE, chargé du suivi en temps réel du déboisement au Brésil, est une démarche par étapes, dont les deux premières ont démarré en 2011. La première est une étude de faisabilité (planification et préparation du développement) et la deuxième est consacrée au développement. La République démocratique du Congo et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont été les deux premiers pays à lancer la phase de démarrage. • Le développement d'un logiciel d'appui aux systèmes nationaux de suivi des forêts, grâce à l'aide de l'INPE, progresse. Ce logiciel est actuellement mis à l'essai en Tanzanie, en Zambie, au Viet Nam et devrait l'être en Indonésie. • Un examen systématique des méthodes existantes fondées sur des données permettant de mesurer et d'évaluer les stocks de carbone terrestre et les changements de stocks de carbone est en cours. Il vise à donner une base scientifique aux orientations fournies aux pays qui souhaitent participer à la REDD+ et aux mécanismes de gestion foncière. Il résumera les points scientifiques qui sous-tendent les nombreuses démarches actuelles en matière de mesure et d'évaluation du carbone. • Plusieurs aspects relatifs à la coordination et à la mise en œuvre ont été abordés à une réunion conjointe avec l'équipe de suivi du carbone forestier du Groupe sur l'observation de la terre (GEO), en février 2011, notamment les exigences en matière de recherche et développement (R&D) pour aider à la mise en œuvre de l'initiative mondiale relative à l'observation de la couverture forestière, ainsi que les données et les activités de R&D dont les pays pilotes ont besoin lorsqu'ils élaborent les systèmes MRV. Le matériel relatif à la détection à distance donné aux pays par le Programme ONU-REDD est compatible avec les accords de la CCNUCC et contient des technologies accessibles et faciles à utiliser pour les pays REDD+. • La FAO, les pays membres, le Centre commun de recherche de la Commission européenne et d'autres partenaires mènent une enquête mondiale sur la détection à distance depuis 2008. L'évaluation finale a été publiée fin 2011 et contient des données ventilées au niveau régional qui peuvent être téléchargées sur Internet. • Appui au processus CD-REDD³¹ grâce à l'organisation d'un atelier de formation sur la manière de mettre en place un système national d'inventaire des GES, avec la participation de 36 pays
--------	--

³¹Par CD-REDD, on entend l'initiative relative au renforcement des capacités menée par la Coalition des pays à forêt ombrophile (CfRN), en collaboration avec/avec l'appui des institutions suivantes: GIZ, Ministère allemand de l'environnement, FCPF, FEM, INPE, Service indien des forêts, GOFC-GOLDet FAO.

	<p>REDD+. Cet atelier a fait partie des efforts internationaux de renforcement des capacités et a participé au succès des partenariats car il a informé les experts des pays participant à la REDD+ sur les exigences techniques et les mesures institutionnelles nécessaires à la création d'un inventaire national des GES.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un cours pilote et un cours régional sur la MRV, l'inventaire national des forêts et le suivi en matière de REDD+ se sont tenus à Rome (Italie) et à Morogoro (Tanzanie). Tous deux visaient à permettre aux gouvernements d'établir des systèmes MRV et de doter les universités et les instituts de formation des capacités locales nécessaires pour promouvoir les sciences et techniques liées à la MRV auprès des professionnels du pays.
<p>Réalisation 2: Amélioration de la participation des parties prenantes au calendrier REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet révisé de lignes directrices relatives au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause a été communiqué le 1^{er} décembre 2011. Il a été possible de faire part de ses observations sur ce texte pendant sept semaines. Ce projet a été largement diffusé auprès des partenaires et des réseaux, ainsi que dans les bulletins d'informations et les blogs, atteignant ainsi des milliers de lecteurs. Ce processus de consultation a permis d'élaborer des directives opérationnelles pour les pays partenaires du Programme ONU-REDD et permettra de mettre plus efficacement en œuvre les mesures, conformément aux principes et normes du Programme ONU-REDD. • Les peuples autochtones et les organisations de la société civile membres du Conseil d'orientation ont reçu une aide pour participer aux réunions, missions et négociations internationales, notamment à la dix-septième Conférence des parties, à Durban. Au niveau national, les peuples autochtones et les organisations de la société civile membres du Conseil d'orientation ont bénéficié d'une aide leur permettant de mener des activités de sensibilisation à la REDD+ et au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause auprès des peuples autochtones en Tanzanie et en République démocratique du Congo. • Les directives conjointes ONU-REDD/FCPF relatives à la participation des différents acteurs à la préparation à la REDD+ ont été rendues publiques. La population a disposé d'un mois pour faire part de ses observations, comme largement indiqué sur Internet et sur les réseaux REDD+ existants. Les observations reçues au cours de cette période ont été examinées en coopération avec le FCPF et intégrées au texte. Le texte final sera publié au premier trimestre 2012. • Les peuples autochtones et organisations de la société civile participant à la REDD+ ont bénéficié d'une aide pour participer aux ateliers et aux autres événements liés à la REDD+. Par exemple, quatre chefs autochtones ont bénéficié d'une aide des pays partenaires d'ONU-REDD dans la région amazonienne pour participer au premier Sommet régional amazonien sur les connaissances ancestrales, les peuples et la pleine harmonie avec la forêt, organisé par le COICA, à Manaus (Brésil), du 15 au 18 août 2011. • Le Programme a apporté les financements et l'appui logistique nécessaires pour que les peuples autochtones et les représentants de la société civile au Conseil d'orientation d'ONU-REDD se réunissent pendant toute une journée avant la septième réunion du Conseil d'orientation, à Berlin (Allemagne), les 13 et 14 octobre 2011. • Dans le cadre des travaux du Programme ONU-REDD visant à tenir les négociateurs et les décideurs n'ayant pas adhéré à l'Annexe I au courant de la REDD, le PNUE mène une évaluation exhaustive des prestataires de services actuels essentiels à la REDD+ dans la région Asie-Pacifique, en mettant tout d'abord l'accent sur quatre pays: le Cambodge, l'Indonésie, les Philippines et le Viet Nam. L'évaluation doit être remise le 28 février 2012. • Des études sont menées, en collaboration avec le Réseau africain pour l'enseignement en

	<p>matière d'agriculture, d'agroforesterie et de ressources naturelles (ANAFE), pour évaluer les prestataires de services en matière de renforcement des capacités REDD+ et le niveau de coordination entre plusieurs institutions et acteurs en la matière dans quatre pays: la République démocratique du Congo, le Ghana, le Kenya et la Tanzanie. Ces études aident à mieux comprendre les besoins des parties prenantes, en particuliers les négociateurs et décideurs ayant adhéré à l'Annexe I, ainsi qu'à repérer les lacunes et à évaluer les besoins futurs en matière de renforcement des capacités REDD+.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un atelier s'est déroulé au Mexique pour que les responsables et le personnel technique du Gouvernement fédéral, des Départements de l'environnement des États du Yucatán, de Campeche et de Quintana Roo, les chercheurs des universités et les centres de recherche dotés d'une expérience avérée en matière de questions forestières, ainsi que les ONG dialoguent sur des problèmes inhérents à la conception et à l'exécution du mécanisme REDD+ dans la province du Yucatán. • S'agissant de la participation des différents acteurs, le Programme ONU-REDD a apporté un appui technique à plusieurs programmes nationaux en 2011, notamment: i) un soutien technique direct au Bureau du PNUD au Guyana pour instaurer un projet de fonds d'investissement guyanien REDD afin que ce dernier respecte les principes, normes et directives du Programme ONU-REDD; ii) une aide à l'élaboration d'un plan de consultation pour le Viet Nam, en janvier 2011; iii) une contribution technique au document de programme de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, en février 2011, et à leurs directives relatives au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, en décembre 2011; et iv) une coordination des contributions régionales et nationales d'ONU-REDD à une consultation externe sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, en République démocratique du Congo, prévue en mai 2012. • En garantissant que les groupes représentant les peuples autochtones sont informés grâce à leur participation aux principales réunions internationales, le Programme ONU-REDD a pu faire part des avancées actuelles à de nombreuses autres parties prenantes concernées, par exemple lors de: i) l'événement parallèle à l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones sur les directives conjointes relatives à la participation des différents acteurs; ii) l'atelier de sensibilisation à la lutte contre la corruption dans le cadre de la REDD+ en Asie et au Pacifique, sous l'égide conjointe du Programme ONU-REDD et du Groupe de la gouvernance démocratique du PNUD à Bangkok (Thaïlande), les 20 et 21 octobre 2011; et iii) la réunion annuelle du Groupe d'appui interinstitutions du FNUAP, du 21 au 23 novembre 2011.
<p>Réalisation 3: Amélioration du cadre technique et analytique de réalisation des avantages multiples pour les décideurs dans le domaine de la REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sur la base des avancées engagées en 2010 suite à l'exposé fait au Conseil d'orientation en novembre 2010, des avancées significatives ont été faites sur les principes et critères sociaux et environnementaux, en 2011. Une troisième version a été rendue publique pour recueillir les observations de la population du 14 octobre 2011 au 20 janvier 2012.³² • Ces principes et critères qui accompagnent l'outil sur les avantages et les risques (BeRT)³³ sont élaborés pour aider les équipes nationales REDD+ à mettre en place des programmes nationaux conformes aux principes et critères sociaux et environnementaux. La première version du BeRT a

³² Les principes et critères sociaux et environnementaux se trouvent à l'adresse suivante:

http://www.un-redd.org/Multiple_Benefits_SEPC/tabid/54130/Default.aspx

³³ Le BeRT des critères sociaux et environnementaux se trouve à l'adresse suivante:

http://www.un-redd.org/Multiple_Benefits_SEPC_BeRT/tabid/991/Default.aspx

	<p>été rendue publique le 7 décembre 2011. La population a jusqu'au 20 janvier 2012 pour faire part de ses commentaires. Ce processus consultatif se poursuit et alimente le dialogue international en cours sur les sauvegardes REDD+.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un ensemble d'instruments³⁴ visant à analyser les avantages multiples de la REDD+ et comportant les orientations en la matière a été lancé en décembre 2011. Il est le fruit des travaux financés par le programme ONU-REDD et l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature. Il offre aux utilisateurs SIG novices et expérimentés plusieurs outils d'analyse matricielle pour définir, cartographier et comprendre le lien spatial entre les stocks de carbone dans l'écosystème, les autres services rendus par l'écosystème, la biodiversité, l'utilisation des terres et les pressions sur les ressources naturelles. Cet ensemble, souple, contient plusieurs instruments interchangeables s'appuyant sur une méthode cohérente et efficace, qui accélérera les analyses. • Ces orientations relatives à la cartographie des éventuels avantages multiples de la REDD+³⁵ ont été développées en 2011. Ce travail de cartographie permet de déterminer et de transmettre la nature des avantages multiples dont pourraient bénéficier les pays et peut aider à les intégrer à la planification REDD+. En 2011, ces orientations ont été testées auprès des partenaires en République démocratique du Congo et en Indonésie. En outre, à la demande du Gouvernement équatorien, le Programme mondial ONU-REDD a aidé à faire traduire en espagnol et à publier une brochure en couleurs, financée par l'Allemagne, qui contient une cartographie du carbone et présente les éventuels avantages multiples dans le pays.³⁶ • Les études sur le terrain relatives aux avantages multiples ont été menées dans trois pays, à savoir le Cameroun, la République du Congo et le Gabon. De nouvelles données primaires sur la quantité, la qualité et la valeur des services multiples rendus par les écosystèmes de mangrove ont été recueillies et éclaireront l'élaboration de politiques et de stratégies nationales relatives à la REDD+. Des études similaires seront menées en République démocratique du Congo. • Une aide a été apportée à la CBD pour organiser plusieurs consultations régionales et ateliers de renforcement des capacités, à Singapour, en mars 2011, à Quito (Équateur), en juillet 2011, et au Cap (Afrique du Sud), en septembre 2011. Les conclusions de cette série d'ateliers devraient appuyer les discussions de la CBD et de la CCNUCC sur les sauvegardes en matière de biodiversité pertinentes dans le cadre de la REDD+ et sur le suivi de la biodiversité dans le contexte des cibles pertinentes pour les forêts du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020. • Le Programme a permis d'organiser plusieurs ateliers de renforcement des capacités pour les praticiens au niveau national et d'apporter une aide technique à la valorisation économique des avantages multiples. Une consultation technique sur les sauvegardes sociales et environnementales pour la REDD+ s'est tenue au Nigéria, en août 2011, et a compris un essai de l'applicabilité des principes et critères sociaux et environnementaux provisoires. Le Programme a aussi participé à la question des avantages multiples fondés sur les écosystèmes lors d'un atelier au Paraguay, en novembre 2011. La mission au Paraguay a permis de renforcer les capacités dans le domaine des avantages multiples et a fait naître une nouvelle discussion sur l'étendue de la restauration des forêts dans le cadre de la REDD+. En Indonésie, le Programme mondial a financé
--	--

³⁴ L'ensemble d'instruments sur les avantages multiples se trouve à l'adresse suivante:

http://www.un-redd.org/Multiple_Benefits_GIS_Mapping_Toolbox/tabid/79198/Default.aspx

³⁵ Les orientations relatives à la cartographie des avantages multiples qui peuvent naître de la REDD+ se trouvent à l'adresse suivante:

http://www.un-redd.org/Multiple_Benefits_GIS_Mapping_Toolbox/tabid/79198/Default.aspx

³⁶ La brochure sur l'Équateur est disponible sur le site Internet d'ONU-REDD:

http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=6148&Itemid=53

	<p>les consultations initiales sur les travaux liés aux avantages multiples et les travaux sur la constitution d'un ensemble d'instruments, dans le cadre du programme national de l'Indonésie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parmi les conférences et événements internationaux et nationaux importants auxquels ONU-REDD a participé figurent un séminaire sur les attentes en matière de REDD+ et les expériences vécues en la matière, sous l'égide du Ministère danois des affaires étrangères, le 14 septembre 2011, la consultation régionale sur la CBD, et plusieurs événements menés parallèlement à la dix-septième Conférence des parties à la CCNUCC et dans le cadre de la Journée de la forêt à Durban (Afrique du Sud), en décembre 2011. Cette participation d'ONU-REDDa permis de davantage présenter les avantages multiples qui peuvent naître de la REDD+.
<p>Réalisation 4: Gestion des connaissances, coordination et communication.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Deux réunions du Conseil d'orientation ont été organisées avec succès, l'une à Da Lat (Viet Nam), les 21 et 22 mars 2011, à laquelle ont participé 126 personnes, et l'autre à Berlin (Allemagne), les 13 et 14 octobre 2011, à laquelle ont participé 109 personnes. • Des études indépendantes ont été organisées et deux nouveaux programmes nationaux (Équateur et Nigéria) ont été transmis au Conseil d'orientation, conformément au calendrier, aux normes et aux procédures. Cinq conseillers techniques régionaux ont apporté une aide technique et coordonné la présentation de deux programmes nationaux (Équateur et Nigéria) et la mise en œuvre de douze autres (Bolivie, Cambodge, République démocratique du Congo, Indonésie, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Îles Salomon, Philippines, Tanzanie, Viet Nam et Zambie). En outre, les recommandations du Conseil d'orientation relatives à l'amélioration de l'examen des programmes nationaux ont été mises en œuvre. • La coordination interinstitutions a été promue grâce à des réunions menées à différents niveaux. Le secrétariat a présidé une réunion bimensuelle du Groupe des opérations du Programme ONU-REDD. Il a présidé et facilité les réunions du Groupe de coordination qui se sont tenues selon les besoins des hauts responsables dans divers domaines. En outre, le secrétariat a facilité deux réunions du Groupe de direction stratégique du Programme ONU-REDD en 2011. • Le secrétariat d'ONU-REDD continue d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie ONU-REDD approuvée par le Conseil d'orientation en 2010 et de donner suite à ses décisions. Le secrétariat a facilité l'élaboration du mandat pour les activités de la deuxième phase, préparé une note de synthèse sur l'évaluation des besoins des pays et mis en place les groupes de travail du Conseil d'orientation sur l'évaluation des besoins des pays et sur la feuille de route consacrée à l'examen du budget du Programme mondial, conformément aux décisions du Conseil d'orientation. • Pour évaluer et améliorer la réalisation du Programme ONU-REDD, le secrétariat, au nom des trois organisations des Nations Unies participantes, a demandé un examen interne du Programme en 2011. Le Conseil d'orientation sera informé de ses conclusions. • Le secrétariat d'ONU-REDDa coordonné les contributions des trois organisations des Nations Unies participantes au document-cadre du Programme mondial, conclu en mai 2011, après les observations reçues à la sixième réunion du Conseil d'orientation, à Da Lat (Viet Nam), en mars 2011. Ce document a été adopté entre les sessions, le 9 août 2011, et le budget y afférent a été approuvé, pour la première année, à la septième réunion du Conseil d'orientation, à Berlin, en octobre 2011. • Le secrétariat a élaboré un cadre de planification, suivi et établissement de rapports fondé sur les résultats qui contribue largement à clarifier les rôles et les responsabilités. En outre, un nouveau modèle d'établissement de rapports a été élaboré pour les programmes nationaux et mis en œuvre dans le cycle semestriel d'établissement de rapports de 2011. • La rédaction d'un manuel sur les programmes nationaux a progressé en 2011, et une première

	<p>version a été rédigée. Elle devrait être distribuée au cours du premier trimestre 2012.</p> <ul style="list-style-type: none"> • En 2011, les communications, documents et matériels publiés par le Programme ont compris: le <i>Bilan annuel 2010</i> (en anglais, en français et en espagnol), dix bulletins d'information concernant le Programme ONU-REDD, la <i>Stratégie du Programme ONU-REDD (2011-2015)</i> (en anglais, en français et en espagnol), le <i>Rapport d'ONU-REDD sur l'expansion agricole et la déforestation</i> (en anglais, en français et en espagnol), trois publications conjointes avec le FCPF, la brochure sur les enseignements tirés par ONU-REDD en Asie-Pacifique (en anglais, en français et en espagnol), et une note d'orientation d'ONU-REDD sur la REDD+ et l'économie verte. • Le Programme a activement contribué au partage de connaissances au niveau international grâce à l'organisation d'événements parallèles aux réunions de la CCNUCC à Bonn, en juin 2011, et a participé à plusieurs tables-rondes lors de l'échange de haut niveau sur la REDD organisé par le Gouvernement norvégien, à Oslo, en juin 2011, au Forum d'Oslo sur la gouvernance, en octobre 2011, et à deux événements parallèles à la dix-septième Conférence des Parties, à Durban (Afrique du Sud), en novembre-décembre 2011. • Le site Internet du Programme ONU-REDD³⁷ a enregistré un million de visiteurs par mois entre janvier et décembre 2011. Entre juillet et décembre 2011, le nombre de visiteurs ne se rendant qu'une fois sur le site Internet et le nombre de consultations étaient tous deux près de 40 % supérieurs aux nombres enregistrés en 2010, à la même période. Le Programme est plus actif sur les réseaux sociaux, tels que Twitter et Facebook. • L'espace de travail du Programme ONU-REDD,³⁸ outil en ligne de partage des connaissances, compte désormais plus de 800 membres.
<p>Réalisation 5: Amélioration de la transparence et de l'efficacité de la gouvernance nationale REDD+.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Étant entendu que le processus du Programme ONU-REDD/Chatam House devrait être aligné sur le processus de Stockholm sur la gouvernance forestière mené par la FAO et la Banque mondiale, une réunion d'experts sur la gouvernance des forêts et la REDD+ s'est tenue à Rome (Italie), les 19 et 20 mai 2011. À cette occasion, deux guides de synthèse visant à aider les praticiens ont été rendus publics: <i>Projet de directives relatives à la fourniture d'informations sur la gouvernance REDD+</i>, élaboré par le Programme ONU-REDD et Chatam House, et le Cadre d'évaluation et de suivi de la gouvernance forestière, issu du processus de Stockholm de 2010. Le projet de directives contient un aperçu des questions à prendre en compte lors de la mise en place d'un système national d'information sur les sauvegardes liées à la gouvernance REDD+. Ce texte contient un large éventail d'applications par plusieurs parties prenantes, y compris pour les évaluations participatives de la gouvernance pour la REDD+. • En 2011, le Nigéria, l'Indonésie, l'Équateur et le Viet Nam ont manifesté leur intérêt pour la phase initiale de l'évaluation participative de la gouvernance pour la REDD+ et se sont engagés dans cette phase, avec l'appui financier et technique du Programme mondial ONU-REDD, ainsi qu'un fort appui des bureaux régional et national du PNUD, institution chef de file. L'appropriation et la participationsont garanties par des processus dirigés par les pays. En Indonésie, la phase initiale de l'évaluation a démarré en mai; au Nigéria, les travaux préparatoires ont été menés et un atelier de réflexion s'est tenu à Lagos, en mai; au Viet Nam, les travaux préparatoires ont débuté fin 2011. La démarche en matière d'évaluation participative de la gouvernance a été présentée au premier groupe de travail sous-technique sur la gouvernance, en décembre 2011. En Équateur, un atelier exploratoire réunissant les représentants du Gouvernement, des organisations de la

³⁷ Adresse du site Internet du Programme ONU-REDD: www.un-redd.org

³⁸ Espace de travail du Programme ONU-REDD: www.unredd.net

	<p>société civile, des peuples autochtones et du personnel d'ONU-REDD, s'est tenu en novembre 2011.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un partenariat avec l'OIDD a été noué pour réaliser trois études examinant les lois et réglementations en vigueur qui concernent la REDD+ au Mexique, au Viet Nam et en Zambie.
<p>Réalisation 6: Mise sur pied de systèmes de partage équitable des avantages.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En République démocratique du Congo, plusieurs activités ont permis de favoriser l'élaboration de programmes relatifs à la lutte contre la corruption, notamment: i) une contribution à une analyse d'économie politique de Price WaterHouse Coopers pour le compte de la NORAD sur la manière d'atténuer les risques de corruption dans le cadre de la REDD+ dans le pays; ii) la promotion de liens plus étroits entre les programmes administrés par l'unité degouvernance/lutte contre la corruption du PNUD dans le pays et les activités menées par la Coordination nationale, en facilitant et en appuyant une élaboration conjointe des programmes et une gestion commune. • Dans le cadre des travaux menés pour appuyer l'élaboration de systèmes de répartition des avantages, un atelier s'est tenu pour la région Asie-Pacifique afin de sensibiliser les organismes de lutte contre la corruption aux possibilités et difficultés associées à l'instauration de systèmes nationaux équitables, transparents et responsables de gouvernance REDD+, à Katmandou (Népal), les 10 et 11 octobre 2011, dans le cadre de la semaine de l'intégrité en action, organisée par le PNUD. La réunion a fait connaître la REDD+ aux organismes de lutte contre la corruption et aux praticiens du PNUD en Asie et dans le Pacifique, et a contribué à l'élaboration d'un ensemble d'instruments de lutte contre la corruption dans la REDD+, qui devrait s'achever en janvier 2012. • Un atelier s'est tenu à Bangkok (Thaïlande) les 20 et 21 octobre. Il a réuni les points de contact du gouvernement pour la REDD+, le personnel de l'unité de gestion du Programme ONU-REDD, le personnel du bureau national du PNUD et les représentants de la société civile pour que tous comprennent également les risques de corruption dans le cadre de la REDD+ dans chaque pays, ainsi que les mesures possibles de lutte contre la corruption et de prévention de la corruption. Une demi-journée de formation a été consacrée, en partenariat avec Transparency International, aux acteurs de la société civile. L'atelier a détaillé les différentes formes que la corruption pourrait prendre dans la REDD+, notamment dans la préparation à la REDD+, et a engagé un dialogue constructif entre les représentants de la société civile et le Gouvernement en vue d'adopter des plans d'action pour lutter contre la corruption. • Les progrès dans l'élaboration d'un système de répartition des avantages ont été particulièrement remarquables dans plusieurs pays d'Asie, grâce à l'appui fourni par l'équipe régionale d'ONU-REDD en Asie-Pacifique. Au Viet Nam, la mise en place de coefficients «R» a été intégrée au système de répartition des avantages à des fins de décision. En Indonésie, les travaux en la matière sont menés en coopération avec le FCPF et l'équipe spéciale REDD+ nationale; le Programme ONU-REDD met particulièrement l'accent sur une répartition au niveau local. Au Cambodge, les premières discussions ont également porté sur la marche à suivre pour mettre en place un système efficace. Dans ces pays, des enseignements peuvent être tirés des projets de conservation du marché du carbone volontaire et des essais REDD+ et peuvent contribuer à lancer les travaux sur les systèmes de répartition des avantages dans d'autres pays. • L'étude sur la <i>gouvernance locale, la lutte contre la corruption et la REDD+ en Amérique latine et aux Caraïbes: étude des synergies pour renforcer la transparence et la responsabilité</i>, réalisée avec l'éclairage du Programme ONU-REDD, a été publiée et largement diffusée grâce un bulletin d'information régionale publié en espagnol et en anglais. Elle servira de point de départ au dialogue et à la planification d'activités en Amérique latine et aux Caraïbes.

	<ul style="list-style-type: none"> En ce qui concerne la collaboration des entreprises sur le renforcement de l'autonomisation des femmes, les activités comprennent l'élaboration d'un rapport intitulé <i>Argumentaire en faveur de l'intégration de la sexospécificité à la REDD+</i> et une note d'orientation complémentaire, qui ont été distribués au format papier à la dix-septième Conférence des parties à la CCNUCC, à Durban, en novembre/décembre 2011. Cette étude a compris une analyse de la manière dont une approche sexospécifique à la REDD+ et la préparation à la REDD+ aurait un effet sur les réalisations de cette dernière, notamment sur la réduction des émissions, la gouvernance forestière, les moyens d'existence des parties prenantes, la MRV, les avantages sociaux et les avantages pour les écosystèmes.
<p>Réalisation 7:</p> <p>Appui à la transformation du secteur à faible émission de carbone.</p>	<ul style="list-style-type: none"> En République démocratique du Congo, la collaboration avec le FIP a été renforcée et le Programme ONU-REDD a été associé à deux missions conjointes. Dans le pays, plusieurs activités ont été prévues, en consultation avec la Coordination nationale REDD, pour dégager des financements REDD+ en faveur d'une économie verte. Au sein de la REDD+, la République démocratique du Congo a formulé plusieurs propositions structurées et complémentaires, qui précèdent la stratégie nationale REDD+. Certains de ces domaines ont été intégrés à la stratégie du FIP. Le PNUE, en partenariat avec le CIRAD, a mené des travaux liés au changement grâce à une économie verte, en République démocratique du Congo. L'équipe du CIRAD a apporté une contribution de grande qualité au processus de la REDD+ dans le pays: i) en élaborant un premier projet de rapport sur la façon de combler les lacunes du processus national REDD+, étape essentielle pour que la future stratégie REDD+ soit efficace et pour qu'il y ait des changements plus importants en faveur d'une économie verte; ii) en élaborant un premier projet de rapport sur la faisabilité et les coûts liés à la mise en œuvre à grande échelle des politiques visant à clarifier et à sécuriser les droits fonciers, élément indispensable à la réussite de la diffusion des activités REDD+; et iii) en contribuant à la réussite d'un récent atelier sur l'utilisation des scénarios pour la REDD+ et du développement vert dans le pays. L'Indonésie a invité le PNUE et le programme ONU-REDD à appuyer ses efforts vers une transition vers une économie verte à Kalimantan: i) l'université technique suisse et le PNUE ont lancé le calculateur REDD³⁹ en juin 2011, instrument novateur et clairement spatial conçu pour aider à étudier les conséquences du moratoire sur les forêts de Kalimantan; et ii) le PNUE participe, avec l'Unité de la présidence indonésienne chargée du suivi et de la supervision du développement, à l'élaboration d'une note de synthèse sur les initiatives relatives aux couloirs d'économie verte, avec une référence spéciale au couloir de Kalimantan, comme décrit dans le <i>Rapport sur l'accélération et l'élargissement du développement économique en Indonésie</i>. En collaboration avec l'Organisation mondiale des juristes pour un environnement équilibré (GLOBE International), un atelier a réuni un groupe de législateurs de tous les partis du Brésil, de République démocratique du Congo, du Mexique et d'Indonésie, ainsi que de membres d'organisations importantes, pour parler du rôle de du législateur dans la REDD+. Cet atelier a permis de lancer une nouvelle initiative sur la participation du législateur à la REDD+. En septembre, la deuxième partie du rapport, orientée vers les décideurs, <i>REDDy-Set-Grow – Opportunities and Roles of financial institutions in forest-carbon markets</i>, a été publiée. Ce lancement a été accompagné d'un événement sur Internet, consacré à la meilleure façon de faire

³⁹ Le calculateur REDD se trouve à l'adresse suivante: <http://REDDCalculator.com>

	<p>participer le secteur privé.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une note d'orientation, intitulée <i>REDD+et économie verte: possibilités pour une relation d'appui mutuel</i>,⁴⁰ a été publiée. • Un atelier sur les méthodes d'analyse participative des scénarios et les modèles de décision intégrant plusieurs critères, en faveur d'une transition REDD+ vers une économie verte, s'est déroulé. Les représentants des pays ont pu parler avec les experts de ce domaine pour mieux comprendre l'application de ces instruments et méthodes dans leurs processus nationaux de planification pour la REDD+.
--	--

4. Résultats financiers du Fonds

Les informations financières, notamment les dépenses officielles et les chiffres concernant les intérêts, seront fournies en mai 2012, dans le rapport officiel sur le Fonds du Programme ONU-REDD en 2011.

Le tableau 4-1 présente le cumul des financements, ainsi que les sources et l'utilisation des financements par le Fonds. Au 31 décembre 2011, 90 millions de dollars E.-U., soit 76,86 % des fonds déposés, avaient été transférés aux organisations participantes.

⁴⁰ La note d'orientation se trouve sur le site Internet d'ONU-REDD:

http://www.unredd.net/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=6345&Itemid=53

Tableau 4–1 Sources et utilisation des financements pour la période allant jusqu'au 31 décembre 2011
(en dollars E.-U.)

	Années précédentes (avant le 31 décembre 2010)	Janv.-Déc. 2010	Janv.-Déc. 2011	Total cumulé au 31 décembre 2011	% des dépôts bruts
Contribution brute des donateurs	54 131 128	39 667 448	24 457 504	118 256 081	100
Intérêt acquis par le Fonds	778 494	573 116	Pas encore disponible	1 351 610	1,4
Revenus d'intérêts reçus des organisations des Nations Unies participantes		62 220	Pas encore disponible	62 220	.07
Commission de l'agent administratif	(541 311)	(396 674)	(244 575)	(1 182 561)	1
Fonds transférés aux organisations des Nations Unies participantes	(15 829 961)	(35 517 080)	(39 548 722)	(90 895 763)	76,86
Solde total des fonds auprès de l'agent administratif	38 538 350	4 389 030	(15 335 793)	27 591 587	23,3

4.1 Contributions des donateurs

Les contributions ont augmenté en 2011. La Norvège a déposé 21 millions de dollars E.-U. et le Japon a déposé trois millions de dollars E.-U., devenant ainsi le quatrième donateur du Programme ONU-REDD. Le tableau 4-2 présente tous les montants déposés au 31 décembre 2011.

Tableau 4–2 Total cumulé des dépôts des donateurs du Programme ONU-REDD au 31 décembre 2011
(en milliers de dollars E.-U.)

Nom du donateur	2008	2009	2010	2011	Total
Norvège	12 000	40 214	32 193	21 411	105 818
Danemark		1 917	6 160		8 077
Japon				3 046	3 046
Espagne			1 315		1 315
Total	12 000	42 131	39 668	24 457	118 256

4.2 Intérêt

Le total des intérêts reçus au 31 décembre 2010 s'élevait à 1 413 830 millions de dollars E.-U. Cela inclut les intérêts reçus au niveau du Fonds et les 62 220 dollars E.-U. reçus des organisations participantes. Les

informations relatives aux intérêts acquis par le Fonds en 2011 seront disponibles en mai 2012 et figureront dans le rapport annuel officiel du Fonds du Programme ONU-REDD pour 2011.

Tableau 4–3 Intérêt reçu par le Fonds au 31 décembre 2010 (en dollars E.-U.)

Intérêt					
	2008	2009	2010	2011	Total
Intérêt du Fonds	187 324	591 170	573 116	Disponible en mai 2012	1 351 610
Organisations participantes			62 220	Disponible en mai 2012	62 220
Total	187 324	591 170	635 336	Disponible en mai 2012	1 413 830

4.3 Recouvrement des frais

En 2011, les commissions de l'agent administratifs'élevaient à 244 575 dollars E.-U. soit 1% des dépôts. À ce jour, le total des commissions de l'agent administratif s'élève à 1 182 561 dollars E.-U., soit 84 % des intérêts reçus par le Fonds du Programme ONU-REDD au 31 décembre 2010.

5. Résumé des avancées du Programme et difficultés rencontrées

Au cours de l'année 2011, le Programme ONU-REDD a continué d'avancer. Le Conseil d'orientation du Programme a approuvé une allocation de quatre millions de dollars E.-U. pour le programme national de l'Équateur et du Nigéria, respectivement en mars et octobre. En août 2011, le Conseil d'orientation d'ONU-REDD a adopté le document *Programme mondial d'appui aux mesures nationales en faveur de la REDD+ (2011-2015)* et le budget y afférent. Les fonds d'une année ont été transférés aux organisations des Nations Unies participantes (FAO, PNUD et PNUE) le 1^{er} novembre 2011, suite à l'approbation, par le Conseil d'orientation, du budget de la première année. À la fin de la période à l'examen, 13 des 14 pays dont le programme national avait été approuvé par le Conseil d'orientation avaient finalisé et signé leur document de programme, reçu le premier transfert de fonds et engagé la mise en œuvre. Cette dernière a progressé de manière différente: certains en sont à la fin du programme, comme par exemple la République démocratique du Congo, l'Indonésie et le Viet Nam, tandis que d'autres en sont à la phase de démarrage, en particulier l'Équateur.

En ce qui concerne l'appui du Programme ONU-REDD aux pays par le biais des programmes nationaux, des efforts conséquents ont été consacrés à l'appui au renforcement des institutions et des capacités nécessaires à la préparation à la REDD+. L'importance de cet appui est patent dans les avancées réalisées en la matière en République démocratique du Congo, en Indonésie et au Viet Nam. La RDC vise la fin de la phase de préparation aux normes de qualité les plus exigeantes d'ici décembre 2012, le Viet Nam envisage d'achever son cadre de MRV assorti de nombreuses activités de renforcement des capacités et de mettre à l'essai le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et l'Indonésie prévoit d'élaborer la stratégie nationale REDD et une recommandation relative à une politique sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.

Tandis que certains pays, notamment le Viet Nam et la République démocratique du Congo, ont signalé une amélioration de la coordination entre les organisations des Nations Unies participantes, et entre ces organisations et le Gouvernement, certaines difficultés communes subsistent. Plusieurs programmes font état de la difficile coordination entre les institutions au niveau national, ce qui entraîne des retards dans l'application des arrangements administratifs et des contrats d'achat, ainsi que dans l'harmonisation des procédures. Les taux d'exécution des programmes nationaux actuellement mis en œuvre sont généralement inférieurs aux prévisions. Face à cela, des instruments de suivi et d'évaluation, notamment un rapport-type fondé sur les résultats des

programmes nationaux, ont été créés et instaurés au deuxième semestre 2011. Enfin, les changements internes aux pays et les modifications apportées aux accords institutionnels relatifs à la REDD+ ont affecté l'exécution des programmes nationaux, en particulier au Panama, en Tanzanie et en Indonésie.

S'agissant de l'appui du Programme ONU-REDD aux pays par le biais du Programme mondial, des avancées ont été réalisées pour les sept réalisations du Programme et certains progrès sensibles peuvent être soulignés. C'est notamment le cas de l'appui du Programme ONU-REDD aux systèmes de suivi et de MRV. Deux pays, la République démocratique du Congo et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ont lancé leur système de suivi, en collaboration avec l'INPE, ce qui constitue un cas de réussite de coopération Sud-Sud. Des avancées ont été réalisées dans l'élaboration de lignes directrices relatives à la participation des différents acteurs et au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, dont les projets ont été soumis à la population pour consultation. L'élaboration d'instruments et d'orientations visant à améliorer les avantages multiples de la REDD+ a progressé grâce à l'élaboration d'orientations relatives à la cartographie des avantages multiples et l'élaboration d'un ensemble de principes et critères sociaux et environnementaux, assorti d'un outil de définition et d'atténuation des risques. Aux niveaux régional et national, le Programme mondial a aussi renforcé son appui aux pays en matière de partage des avantages, d'élaboration de programmes relatifs à la lutte contre la corruption et de passage à une économie verte. Les progrès conséquents dans tous les domaines du Programme mondial et la forte demande pour l'appui du Programme posent la question de l'amélioration de la coordination et de l'harmonisation constante des objectifs du programme et de la demande des pays. À cet effet, le secrétariat du Programme ONU-REDD coordonnera, en 2012, une évaluation solide des besoins des pays, comme l'a demandé le Conseil d'orientation, et fournira des orientations visant à améliorer l'utilisation de l'appui cible comme modalité d'exécution des activités du Programme mondial. Le Programme ONU-REDD travaille à l'élaboration d'un nouveau mode de financement (niveau 2), afin de fournir des fonds supplémentaires à l'exécution de ses activités.

Enfin, il est important de souligner que le Programme ONU-REDD continue de renforcer ses partenariats et qu'il travaille en étroite coopération avec d'autres initiatives REDD+ et institutions, principalement le FCPF, le FIP, l'Organisation internationale des bois tropicaux, l'Union internationale pour la conservation de la nature et le Congo Basin Forest Fund. Parmi les exemples concrets de coopération figurent le lancement de publications communes et la finalisation du processus d'harmonisation des modèles pour les programmes nationaux et les propositions de préparation avec le FCPF.